



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 5 MARS 2024 // N°763 // PRIX 20 DA. Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

VISITE DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR AU QATAR

CHANEGRIHA REÇU PAR LE VICE-PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ÉTAT DES AFFAIRES DE DÉFENSE

Lire en page 03



NOUREDDINE LEGHELIEL, ANALYSTE BOURSIER, EXPERT EN ÉNERGIE :

«UNE HAUSSE DE 7% DES PRIX DU GAZ EN RÉACTION AU SOMMET D'ALGER»

Lire en page 16



VLADIMIR PETKOVIC :

«LE PREMIER OBJECTIF EST DE SE QUALIFIER À LA CAN PUIS D'ALLER PLUS LOIN»

Lire en page 16



DES ORGANISATIONS TRÈS ACTIVES DANS LE DOSSIER DE LA GUERRE D'ALGÉRIE LE DEMANDENT :

LA FRANCE DOIT «RECONNAÎTRE SA RESPONSABILITÉ» DANS LA TORTURE

Lire en page 03



LE HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME EXPRIME SES PRÉOCCUPATIONS

RISQUE DE CONFLAGRATION AU PROCHE-ORIENT

Lire en page 04





DÉSACTIVER LES BASES MILITAIRES AMÉRICAINES DANS LE GOLFE PERSIQUE

En Asie occidentale, le fondement de la projection de la puissance américaine réside dans ses bases militaires stratégiquement situées nichées dans le golfe Persique. Cependant, l'avenir de ces installations vitales semble de plus en plus incertain à mesure que les alliances géopolitiques évoluent

vers une multipolarité, accélérée par la guerre sur plusieurs fronts qui se déroule dans la région. Les conséquences de l'attaque militaire brutale d'Israël contre Gaza et le soutien inconditionnel des États-Unis accélèrent ces changements. Les alliés traditionnels

comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis – autrefois fidèles à leur partenariat avec Washington – tracent désormais des voies plus indépendantes, évitant prudemment les enchevêtrements qui pourraient conduire à des conflits plus larges, en particulier avec l'Iran et ses alliés de



l'Axe de la Résistance. En effet, ce recalibrage, associé aux efforts concertés des États du Golfe Persique en faveur d'une diversification économique au-delà du pétrole, érode progressivement les bases solides de partenariats de longue date. La question est maintenant de

savoir comment ces changements affecteront la présence militaire américaine dans la région et la capacité des Américains à opérer à partir de leurs bases établies. Au cœur de la position militaire américaine dans le golfe Persique se trouve un réseau d'accords stratégiques

de coopération en matière de défense (DCA) signés avec chaque pays hôte. Ces accords définissent les termes de la collaboration militaire, catégorisant les États en deux groupes distincts : ceux désignés comme alliés majeurs non membres de l'OTAN (MNNA) et ceux qui ne le sont pas.

LE PREMIER LABORATOIRE DE RECHERCHE EN GÉNÉTIQUE MOLÉCULAIRE INAUGURÉ À ALGER



Le premier laboratoire de recherche en génétique moléculaire de l'Université d'Alger 1 Benyoucef-Benkhedda a été inauguré, dimanche dernier, au niveau du service de cardiologie au CHU Mustapha-Pacha, indique un communiqué de l'université. Inauguré par le recteur de l'Université d'Alger 1, Faris Mokhtari, en présence du Directeur général (DG) du CHU Mustapha-Pacha, ce labo-

ratoire est «le premier du genre au niveau national», a précisé le communiqué. Le laboratoire permettra de «faire des recherches sur la prévention contre la mort subite d'origine cardiaque, contribuer à la recherche scientifique et faciliter la compréhension des mécanismes de développer de nouvelles stratégies thérapeutiques», ajoute la même source.

LE HEZBOLLAH DÉTIENT UN GROUPE ARMÉ NÉERLANDAIS DANS LA BANLIEUE DE BEYROUTH

Les services de renseignement étrangers en quête d'informations pour assassiner des agents du Hezbollah ? Le personnel de sécurité du Hezbollah a arrêté six ressortissants néerlandais dans la banlieue sud de Beyrouth mercredi dernier, a rapporté Al-Akhbar le 2 mars.

Les hommes ont été trouvés en possession d'armes, de munitions et d'équipements de catégorie militaire.

Le gouvernement néerlandais a affirmé que les six hommes faisaient partie d'un groupe spécial chargé d'évacuer ses ressortissants si la guerre entre le Hezbollah et Israël prenait de l'ampleur. Le Hezbollah a remis les

hommes à la Direction du renseignement libanais, où ils ont été interrogés et maintenus en détention jusqu'à vendredi matin.

Des sources ayant parlé à Al-Akhbar ont déclaré que les six hommes prétendaient être des membres de l'armée néerlandaise simulant une tentative d'évacuation depuis l'intérieur de la banlieue sud. Le contact avec eux a été perdu après qu'ils soient entrés dans la banlieue sud et aient été arrêtés par le personnel de sécurité du Hezbollah. Deux employés de l'ambassade néerlandaise résidant dans la banlieue sud auraient participé à cette simulation ratée.

La Nuit du doute fixée pour la diaspora algérienne en France

Le mois sacré de Ramadhan arrive à grands pas et la Grande Mosquée de Paris donne rendez-vous, le dimanche 10 mars 2024, à ses fidèles pour la Nuit du doute, afin de déterminer le premier jour du Ramadhan 1445 de l'Hégire. Ce rendez-vous est prévu à 18h et coïncidera avec le soir du 29^e jour du mois de chaâbane, suivant le calendrier islamique.

Pour la détermination de la date exacte du début du Ramadhan 1445/H, la commission religieuse privilégiera en premier lieu l'observation visuelle de la nouvelle lune.

La Grande Mosquée de Paris invite tous les musulmans de France à se joindre à la Nuit du doute et à l'annonce solennelle qui en découlera.

Cet événement est non seulement un moment de rassemblement des musulmans de France mais aussi l'occasion de se préparer au jeûne et aux enseignements spirituels et solidaires que le Ramadhan apporte chaque année.

A quelques jours du début du mois sacré, Chems-eddine Hafiz, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, encourage les musulmans de France à se préparer aux jours de jeûne et aux richesses spirituelles du mois béni du Ramadhan dans un communiqué publié mercredi 28 février.

« Nous invitons les musulmans de France à se préparer au jeûne et aux richesses spirituelles et solidaires que ce mois béni nous apportera », souligne-t-il dans le communiqué.

«ILS SONT QUATRE : PELÉ, MARADONA, LIONEL MESSI ET CHRISTIANO RONALDO» RONALDO NAZARIO CHOISIT LES MEILLEURS JOUEURS DE L'HISTOIRE DU FOOTBALL

La légende du football brésilien et mondial Ronaldo Nazário a choisi quatre (4) qu'il juge les meilleurs de l'histoire du football. S'il a décidé de ne pas en faire partie, Ronaldo a jeté son dévolu sur deux joueurs argentins, un brésilien et un portugais.

«O futebol deste cara joga pra escanteio qualquer rivalidade. Vi muito brasileiro – e gente do mundo inteiro – torcendo pelo Messi nesta final eletrizante. Uma

despedida à altura do gênio que, muito além de craque da Copa, capitaneou uma era. Parabéns, Messi! pic.twitter.com/djwuKJzexa Ronaldo Nazário (@Ronaldo) December»

«Pour moi, les meilleurs joueurs de l'histoire sont quatre : Pelé, Maradona, Lionel Messi et Cristiano Ronaldo. Ils sont les quatre premiers de l'histoire du foot», a soutenu Ronaldo, selon le site Goal.

BERLIN ACCUSE POUTINE DE CHERCHER À «DÉSTABILISER» L'ALLEMAGNE

Le ministre allemand de la Défense a accusé dimanche Vladimir Poutine de chercher à «déstabiliser l'Allemagne» – un propos tenu suite à la diffusion depuis la Russie d'échanges confidentiels entre des officiers allemands sur d'éventuelles livraisons d'armes à l'Ukraine.

Berlin cible Moscou après une «très grave» fuite au sein de l'armée allemande. Le ministre de la Défense a accusé

dimanche 3 mars Vladimir Poutine de chercher à «déstabiliser l'Allemagne», à la suite de la diffusion depuis la Russie d'échanges confidentiels entre des officiers allemands sur des livraisons d'armes à l'Ukraine, selon France 24.

«Il s'agit simplement d'utiliser cet enregistrement pour déstabiliser l'Allemagne», a déclaré Boris Pistorius devant la presse à Berlin. Et il a ajouté : «Il s'agit clairement

de saper notre unité (...), de semer la division politique sur le plan intérieur et j'espère sincèrement que (Vladimir) Poutine n'y parviendra pas et que nous resterons unis». Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a promis samedi une enquête «très approfondie» après la diffusion d'échanges confidentiels au contenu extrêmement embarrassant pour Berlin. Le ministère allemand de la Défense a confirmé qu'une

conversation secrète de l'armée de l'air avait bien fait l'objet d'une écoute illégale. Et, tout en ne donnant pas une validation à 100 %, une porte-parole du ministère a établi un lien assez clair avec la conversation divulguée, en ajoutant : «Nous ne sommes pas en mesure de dire avec certitude si des modifications ont été apportées à la version enregistrée ou transcrite qui circule sur les réseaux sociaux»

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DES ORGANISATIONS TRÈS ACTIVES DANS LE DOSSIER DE LA GUERRE D'ALGÉRIE LE DEMANDENT

La France doit « reconnaître sa responsabilité » dans la torture

« Il ne s'agit ni de condamner ni de juger, mais de regarder l'Histoire en face, dans un souci d'apaisement. Cela permettra de passer à la prochaine étape : comprendre comment cela a été possible et avancer dans le vivre-ensemble », a expliqué Nils Andersson, président de l'association ACCA (Agir contre le colonialisme aujourd'hui).

P lusieurs ONG et associations, notamment d'anciens combattants, très actives dans le dossier de la guerre d'Algérie ont demandé hier la reconnaissance par l'Etat français de « sa responsabilité » dans le recours à la torture durant la guerre d'Algérie (1954-1962). Elles soulignent dans des documents transmis à l'Elysée et rendus publics hier que « s'engager dans la voie de la compréhension de l'engrenage répressif conduisant au recours à la torture, dont le viol est un instrument constitutif, n'est (...) pas un acte de contrition, mais un acte de confiance dans les valeurs de la nation ».

Parmi ces auteurs figurent la Ligue des droits de l'homme (LDH) ou les « Anciens appelés en Algérie et leurs amis contre la guerre », rapporte l'AFP. La présidence française avait fait un premier pas dans cette direction il y a deux ans, à l'occasion d'un hommage aux combattants de la guerre d'Algérie. "Nous reconnaissons avec lucidité que dans cette guerre il en est qui, mandatés par le gouvernement pour la gagner à tout prix, se sont placés hors (de) la République. Cette minorité de combattants a répandu la terreur, perpétré la torture", avait écrit le 18 octobre 2022

l'Elysée dans un communiqué. Une reconnaissance "importante" et "courageuse" mais incomplète car elle n'établit pas de chaîne de responsabilités, a jugé auprès de l'AFP Nils Andersson, président de l'association ACCA (Agir contre le colonialisme aujourd'hui), signataire de l'appel. "Il ne s'agit ni de condamner ni de juger, mais de regarder l'Histoire en face, dans un souci d'apaisement. Cela permettra de passer à la prochaine étape : comprendre comment cela a été possible et avancer dans le vivre-ensemble", a-t-il expliqué. « Cette reconnaissance est indispensable pour notre pré-

sent et notre avenir car, sans un retour sur cette page sombre de notre Histoire, rien ne préserve la République française de retomber dans les mêmes dérives », ont jugé les organisations dans un communiqué. « La torture comme système de guerre a été théorisée, enseignée, pratiquée, couverte et exportée par les gouvernements français, ce qui engage pleinement la responsabilité de l'Etat », ont estimé les organisations, qui déplorent ne pas avoir été reçues à l'Elysée. Sollicité par l'AFP, la présidence française n'a pas donné suite dans l'immédiat.

Youcef.S

VISITE DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR AU QATAR

CHANEGRIHA REÇU PAR LE VICE-PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ÉTAT DES AFFAIRES DE DÉFENSE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a été reçu, dimanche soir, par le vice-Premier ministre, ministre d'Etat des Affaires de Défense qatari, M. Khaled Ben Mohamed El-Attiyah, dans le cadre de sa visite officielle au Qatar, pour prendre part à la 8^e édition de l'exposition et la conférence internationale de Défense maritime "DIMDEX-2024", a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Lors de ces entretiens, le Général d'Armée "a mis l'accent sur l'importance accordée par le Président Tebboune au renforcement des liens de fraternité et de coopération avec le pays frère, le Qatar", ajoute le communiqué. "Je suis très honoré de vous remercier chaleureusement pour l'aimable invitation que vous nous avez adressée afin d'assister à l'Exposition et la Conférence internationale sur la Défense maritime de Doha 'DIMDEX-2024' dans sa huitième édition, exprimant une fois de plus ma profonde satisfaction d'être de nouveau au Qatar, vous exprimant ma plus grande estime, tout en appréciant en même temps la chaleur de l'amitié et les signes d'une hospitalité remarquable dont vous nous avez gratifiés", a indiqué le Général d'Armée. Le Général d'Armée Chanegriha "a réitéré son engagement à promouvoir et renforcer la coopération militaire entre les deux pays". "Nous tenons à ce que cette rencontre soit une occasion renouvelée, que nous saisissons pour examiner les différents domaines de coopération militaire unissant nos armées, cette coopération que nous voulons renforcer grâce aux soins attentifs et constants des dirigeants des deux pays et à leur engagement partagé à la promouvoir de plus en plus et à la porter à son plein potentiel", a-t-il souligné. De son côté, Khalid Ben Mohamed Al Attiyah, vice-Premier ministre qatari et ministre d'Etat aux Affaires de la Défense, a souligné "la qualité des relations de coopération bilatérale et du partenariat stratégique entre l'Algérie et le Qatar, incarnant ainsi la volonté forte des dirigeants des deux pays". A l'issue, le Général d'Armée Saïd Chanegriha s'est entretenu avec le Général de Division Hamad Bin Ali Al Attiyah, Conseiller de Son Altesse le Prince pour les Affaires de la Défense, "où ils ont évalué la trajectoire de la coopération militaire entre les deux pays et examiné les moyens de la renforcer à l'avenir".

I.Med/Agence

RÉUNION EXTRAORDINAIRE DE L'OCI À DJEDDAH

L'Algérie y est présente

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf, s'est rendu hier à Djeddah au Royaume d'Arabie saoudite, pour participer, mardi, à une réunion extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères (MAE) des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Selon le communiqué du ministère, les travaux de cette session extraordinaire « porteront sur

les développements de l'agression israélienne incessante contre la bande de Gaza et l'examen des voies et moyens susceptibles de permettre à l'Organisation de la coopération islamique de renforcer ses efforts et de faire pression pour contribuer effectivement et efficacement à mettre un terme à la guerre génocidaire que subit le peuple palestinien ». Le ministère précise, dans son communiqué, que la participation de M. Attaf à cette réunion sera « l'occasion

de réaffirmer le soutien constant de l'Algérie à la cause palestinienne et son engagement immuable à poursuivre ses efforts et démarches visant à amener la Conseil de sécurité onusien à assumer ses responsabilités à l'égard du peuple palestinien ». Le ministre aura également des rencontres bilatérales avec le secrétaire général de l'OCI, ainsi qu'avec nombre de ses homologues participant aux travaux de cette session, a ajouté le communiqué.

R.N.

ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ENTRE ATTAFF ET CAMERON

Les relations bilatérales et la situation humanitaire à Ghaza au cœur des discussions

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a reçu, hier, un appel téléphonique de son homologue britannique, Lord David Cameron, dans le cadre des concertations régulières entre l'Algérie et le Royaume uni sur les relations bilatérales et les questions internationales d'intérêt commun,

notamment la situation humanitaire à Ghaza, selon un communiqué du ministère. Les deux parties "ont salué le niveau de dialogue et de concertation politique entre les deux pays, notamment la coordination entre leurs missions permanentes au Conseil de sécurité sur la situation en Palestine et convenu de poursuivre les efforts pour parve-

nir à un cessez-le-feu immédiat et une prise en charge de la situation humanitaire à Ghaza en assurant l'acheminement des aides à ses populations". Les deux ministres ont également "abordé les démarches pour l'adhésion de la Palestine à l'ONU en tant qu'action concrète dans le processus de consécration de la solution à deux Etats

conformément aux résolutions onusiennes pertinentes". Attaf a renouvelé l'invitation à son homologue britannique pour effectuer une visite officielle en Algérie afin d'approfondir les concertations et d'élargir les domaines de coopération et de partenariat bilatérales entre les deux pays".

I.Med/Agence

CENTRE DE CONCILIATION, DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE

Zitouni affirme la nécessité d'intensifier les efforts de formation

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Tayeb Zitouni, a mis en exergue avant-hier, le rôle crucial que peut jouer le Centre de Conciliation, de Médiation et d'Arbitrage affilié à la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie. En effet, lors de son discours d'ouverture du Séminaire portant sur le rôle du Centre, il a confirmé le rôle majeur de cette institution dans la résolution des conflits commerciaux à l'échelle nationale et internationale. En effet, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, a déclaré que le rôle du Centre de traitement, de médiation et d'arbitrage dans le règlement des différends est nécessaire pour régler les différends dans le contexte des transformations politiques et économiques mondiales.

Le ministre a ajouté lors de son ouverture du forum intitulé "Le rôle du Centre de conciliation, de médiation et d'arbitrage de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie" dans le règlement des litiges commerciaux, que le contexte des transformations politiques et économiques nationales et mondiales exige d'être plus vigilant, en plus de la vigueur dont témoigne l'économie nationale à la lumière des réformes profondes visant à établir une infrastructure nationale à la hauteur de l'infrastructure mondiale. Zitouni a souligné que le Centre aura pour but de « contribuer sérieusement à la résolution des différends commerciaux auxquels sont confrontés les opérateurs économiques ». Le pari aujourd'hui, a-t-il précisé, « est de faire du

Centre de conciliation, de médiation et d'arbitrage l'espace le plus approprié pour aborder ces questions », compte tenu de « la confidentialité, de la rapidité, de la facilité et des faibles coûts de l'arbitrage pour résoudre et régler les différends entre les différentes parties impliquées, sans parti pris envers aucun d'entre eux ». L'accueil de la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie pour ce Centre réside dans le fait qu'il constitue un point de rencontre et de communication pour tous les opérateurs économiques et l'interface nationale pour tout ce qui touche au climat des affaires en Algérie. Ce qui oblige la Chambre algérienne à les accompagner dans toutes les questions liées aux affaires internationales. Le ministre a expliqué que, bien souvent, les conflits

sont le dernier point d'une série de différends. De ce fait, « de nombreuses entreprises, institutions économiques et organisations perdent des procès devant les tribunaux internationaux en raison de leur ignorance de la manière de préparer les contrats et les dossiers ». Ce centre devrait également contribuer au renforcement des efforts et des initiatives internationales dans le domaine du droit commercial international, afin d'accroître la coordination des activités juridiques entreprises par les organisations internationales et régionales travaillant dans le domaine du droit commercial international, contribuant au renforcement de l'État de droit aux niveaux national et international dans ce domaine.

I.M.Amine

IL PEUT ÊTRE CONCLU AVANT LE DÉBUT DU MOIS DE RAMADHAN
PRÉMICES D'UN ACCORD
DE TRÊVE À GHAZA

La chaîne d'information du Caire a rapporté hier que des «progrès remarquables» ont été enregistrés dimanche lors des pourparlers visant à parvenir à une trêve dans la bande de Ghaza, auxquels ont participé l'Égypte, le Hamas, le Qatar et les États-Unis. La chaîne a indiqué que les pourparlers reprendraient aujourd'hui, au deuxième jour. Les médiateurs égyptiens, qataris et américains tentent depuis des semaines de parvenir à un accord sur une trêve dans la guerre en cours entre le Hamas et l'entité sioniste, suite à l'attaque sans précédent du mouvement contre l'occupant. La proposition soumise par les pays médiateurs prévoit l'arrêt des combats pour une période de six semaines et la libération de 42 otages détenus à Ghaza en échange de la libération des détenus palestiniens dans les prisons israéliennes. Les médiateurs espèrent qu'un accord sera trouvé avant le début du mois de Ramadhan, le 10 ou le 11 mars. Un responsable américain avait annoncé que l'entité sioniste avait accepté en principe les termes de la proposition, tandis que l'État hébreu ne l'a pas confirmé. De son côté, la vice-présidente américaine Kamala Harris a appelé dimanche à un «cessez-le-feu immédiat» pendant «au moins six semaines» dans la bande de Ghaza. Dans un discours commémorant une marche pour les droits civiques, en Alabama, Harris a déclaré : «Compte tenu de l'étendue des souffrances à Ghaza, il doit y avoir un cessez-le-feu immédiat pendant au moins les six prochaines semaines, ce qui est actuellement sur la table des négociations». «Cela permettra la libération des otages et l'acheminement d'une aide importante», a-t-elle ajouté, appelant le Hamas à accepter l'accord. Harris a poursuivi : «(Le Hamas) dit qu'il veut un cessez-le-feu. Eh bien, il y a un accord sur la table. Comme nous l'avons dit, (le Hamas) doit accepter cet accord.» Harris a également émis la critique la plus sévère à l'encontre de l'entité sioniste jamais émise par un haut responsable américain, appelant le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu à prendre des mesures pour augmenter l'aide à Ghaza. «Le gouvernement israélien doit faire davantage pour augmenter de manière significative le flux d'aide. Il n'y a aucune excuse», a-t-elle déclaré. Elle a ajouté que l'occupant «doit ouvrir de nouveaux points de passage» et «ne pas imposer de restrictions inutiles sur l'acheminement de l'aide. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, quant à lui, a averti hier que la guerre à Ghaza est une «poudrière» qui pourrait conduire à une guerre plus large au Moyen-Orient. «Je suis très préoccupé par le fait que toute étincelle provenant de cette poudrière pourrait conduire à une conflagration plus large», a déclaré Türk au Conseil des droits de l'homme à Genève. «Cela aura des répercussions sur tous les pays du Moyen-Orient et bien d'autres en dehors». Par ailleurs, un membre éminent du cabinet de guerre sioniste, Benny Gantz, s'est rendu hier lundi à Washington pour rencontrer des responsables américains et discuter d'un «cessez-le-feu temporaire» et de «la nécessité d'une augmentation significative» de l'aide humanitaire à Ghaza, selon un responsable de la Maison Blanche. Une visite qui intervient au moment où les États-Unis, principal soutien militaire et diplomatique des sionistes, cherchent à parvenir à une trêve dans la guerre qui dure depuis près de cinq mois. Les opérations militaires sionistes à Ghaza en réponse à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 ont entraîné la mort de 30 410 personnes, dont une grande majorité de civils, de femmes et d'enfants, selon le ministère de la Santé dans le secteur dirigé par le Hamas. Les appels internationaux au cessez-le-feu se multiplient face à la situation difficile des Palestiniens dans la bande de Ghaza, menacée de famine et assiégée, et soumise aux bombardements sionistes continus.

M.H.

LE HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME
EXPRIME SES PRÉOCCUPATIONS

Risque de conflagration au Proche-Orient

«La guerre à Gaza a déjà provoqué de dangereuses retombées dans les pays voisins et je crains fort que, dans cette poudrière, la moindre étincelle pourrait conduire à une conflagration beaucoup plus large», a dit M. Türk, relevant que le conflit dans l'enclave palestinienne a un «impact explosif» sur l'ensemble de la région.

L'autrichien Volker Türk, Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré ce lundi que la guerre que mène actuellement Israël contre la Bande de Ghaza constitue une poudrière qui pourrait déboucher sur une guerre plus large au Moyen-Orient. «Je suis très préoccupé par le fait que toute étincelle provenant de cette poudrière puisse conduire à une conflagration plus large», a-t-il en effet déclaré, selon l'AFP, au Conseil des droits de l'homme à Genève. Il estime que la poursuite de la guerre pourrait avoir des répercussions sur tous les pays du Moyen-Orient et bien au-delà. «La guerre à Gaza a déjà provoqué de dangereuses retombées dans les pays voisins et je crains fort que, dans cette poudrière, la moindre étincelle pourrait conduire à une conflagration beaucoup plus large», a dit M. Türk, relevant que le conflit dans l'enclave palestinienne a un «impact explosif» sur l'ensemble de la région. «Cela



aurait des conséquences pour tous les pays du Moyen-Orient, et pour bien d'autres au-delà». Lors des travaux de cette 55^e session de l'organe des droits de l'homme, M. Türk a qualifié d'«extrêmement préoccupante» l'escalade militaire au sud du Liban entre Israël, le Hezbollah et d'autres groupes armés. «Il est impératif de faire tout ce qui est possible pour éviter

une conflagration plus importante», a-t-il affirmé. La semaine dernière, M. Türk avait déclaré que des crimes de guerre avaient été commis par toutes les parties au conflit entre Israël et le Hamas. Ces graves abus doivent faire l'objet d'une enquête et les responsables doivent rendre des comptes. Cette nouvelle mise en garde du chef des droits de l'homme de l'ONU intervient alors

qu'une «vague de conflits» bouleverse la vie des gens, détruit les économies, porte profondément atteinte aux droits de l'homme, divise le monde et anéantit les espoirs de solutions multilatérales. «Partout dans le monde, 55 conflits éclatent», a-t-il fait valoir, précisant que les urgences qui se chevauchent rendent très réel le spectre d'un conflit qui se propage.

B.B

L'Italie mènera une nouvelle initiative visant à aider les civils palestiniens

L'Italie mènera une nouvelle initiative visant à aider les civils palestiniens, a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères. «L'Italie mènera une nouvelle initiative humanitaire pour aider le peuple civil palestinien», a déclaré Antonio Tajani au quotidien italien La Stampa, ajoutant qu'il inviterait toutes les institutions des Nations Unies basées à Rome au ministère. «Nous pouvons préparer la livraison de nourriture à Gaza via une table pour la paix. Son slogan peut être «De la nourriture pour Gaza», a ajouté Tajani, rappelant que la situation dans la région est com-

pliquée. «J'espère que le Qatar, l'Égypte et les États-Unis pourront convaincre les parties en faveur d'un cessez-le-feu au début du (mois sacré musulman du) Ramadhan. Notre objectif stratégique est la formule «deux peuples, deux États». Tajani a souligné qu'Israël devra mener une enquête rigoureuse sur l'attaque du 29 février contre des civils palestiniens à Gaza. Les forces israéliennes ont tiré sur des centaines de Palestiniens rassemblés près du rond-point de Naplouse, au sud de la ville de Gaza, pour obtenir de l'aide humanitaire, notamment de la farine, faisant 118

morts et 760 blessés, selon des sources médicales. Israël a lancé une offensive meurtrière sur la bande de Gaza le 7 octobre, tuant au moins 30 534 personnes et en ont blessé 71 920 autres, provoquant des destructions massives et une pénurie de produits de première nécessité. La guerre israélienne a poussé 85 % de la population de Gaza au déplacement interne en raison de graves pénuries de nourriture, d'eau potable et de médicaments, tandis que 60 % des infrastructures de l'enclave ont été endommagées ou détruites, selon l'ONU.

Wafa

SOUS LA CONDUITE DE LEUR PRÉSIDENT, MIGUEL DIAZ-CANEL

Les Cubains manifestent en faveur de la Palestine

A l'initiative de l'Union de la jeunesse communiste, une imposante manifestation conduite par le président cubain, Miguel Diaz-Canel, s'est déroulée ce week-end, selon des sources médiatiques, dans la capitale, La Havane, en signe de solidarité avec le peuple palestinien et de protestation face à la guerre génocidaire sioniste contre la bande de Gaza. Des slogans en faveur de la Palestine et hostiles à l'entité sioniste ont été brandis et clamés au cours de cette manifestation qui confirme encore une fois le soutien sans faille de Cuba en faveur de la Palestine. : «Palestine libre», «Israël commet un génocide», «Ne touchez pas à Rafah», «Ghaza, la plus gran-

de prison du monde». Tels sont quelques-uns des slogans brandis et entonnés par les manifestants qui n'ont cessé de réitérer l'arrêt immédiat des hostilités à Ghaza. A l'heure où des pays arabes (Emirats arabes unis, Égypte, Jordanie...) redoublent d'ingéniosité et travaillent en coopération pour éviter l'asphyxie à l'économie israélienne et briser le blocus maritime imposé par les Houthis en mer Rouge, les Cubains, président de la République et membres du Conseil des ministres en tête, marchent pour la Palestine et expriment à la face du monde leur refus de cette sale guerre contre Ghaza menée et maintenue avec la bénédiction occidentale. Sur son

compte X où il a posté quelques photos de la manifestation, le président cubain n'a pas manqué d'exprimer son exaspération devant l'impunité dont jouit l'entité sioniste. «Il est très exaspérant que ceux qui bombardent brutalement le peuple palestinien s'en sortent en toute impunité», a-t-il souligné, en appelant les États-Unis à cesser de se conduire avec hypocrisie. Pour rappel, le président cubain est l'une des personnalités mondiales qui est très critique et très sévère envers l'entité sioniste. En décembre dernier, il a traité Israël d'État terroriste et de source de honte pour toute l'humanité.

Boualem B.

POUR CONTRER LES PRATIQUES DE DÉSINFORMATION ET DE MANIPULATION

Laagab plaide pour une stratégie médiatique arabe commune

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a appelé, avant-hier, à la nécessité d'élaborer une stratégie médiatique arabe à même de fournir au citoyen arabe une information exacte, complète et instantanée.

Dans une allocution à l'ouverture des réunions périodiques des coordinateurs de la Radio et de la Télévision et des ingénieurs en télécommunications de l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), Laagab a indiqué que cette stratégie visant à "renforcer la souveraineté médiatique arabe", sera "un rempart inexpugnable contre les pratiques de black-out, de désinformation et de manipulation médiatique".

Le ministre a cité, à titre d'exemple, "la désinformation et la manipulation internationales caractérisant la couverture médiatique occidentale de l'agression sioniste contre la bande de Gaza en Palestine", qu'il a qualifiée "d'exemple sans précédent dans l'histoire en termes de désinformation et de manipulation internationales". Laagab a tenu à rendre hommage aux journalistes palestiniens qui sont tombés en martyrs dernièrement, soulignant leur dévouement dans l'accomplissement de leur mission et leur sacrifice pour "mettre à nu les crimes de la guerre d'extermination perpétrés par l'entité sioniste contre des civils sans défense et les documenter par



le son et l'image". Il a exhorté, lors de cette rencontre, les médias arabes, au vu de leur rôle "majeur dans la défense avec ferveur des causes arabes", à œuvrer pour "l'unification des visions et des positions, au mieux des intérêts de nos peuples et de notre nation pour les protéger contre les convoitises et les menaces qui les guettent".

Au plan national, Laagab a mis en exergue "l'intérêt capital" porté par l'Algérie à la promo-

tion et à la diversification de son champ médiatique fort actuellement de "pas moins de 20 chaînes de télévision, entres publiques et privées, plus de 180 journaux en version papier, plus de 200 journaux électroniques, en sus de près de 60 chaînes de radio", lequel devra permettre à l'Algérie de "couvrir les événements arabes, de transmettre les préoccupations et les ambitions des peuples arabes et leurs questions qui sont

désormais une priorité au cœur de sa stratégie médiatique qui accorde l'importance à la coordination et à l'échange des informations entre les Etats arabes".

Le ministre a saisi cette opportunité pour présenter ses remerciements aux médias arabes pour leur couverture "de qualité" du 7^e Sommet des pays exportateurs de gaz (GECF), organisé du 29 février au 2 mars à Alger.

N.S.

Union arabe des tribunaux administratifs : L'Algérie en devient le quinzième membre

Le président du Conseil d'État, Mohamed Bennacer, a paraphé le document d'adhésion de l'Algérie à l'Union arabe des tribunaux administratifs (AUAC), devenant ainsi le 15^e membre de l'union.

L'adhésion de l'Algérie a été entérinée, hier au Caire, lors de la tenue par l'Union arabe pour la justice administrative (UAJ), présidée par le juge Adel Fahim Azab, président du Conseil d'État égyptien et président de l'Union arabe pour la justice administrative, d'une formation, de deux jours, sous le thème du « Rôle du pouvoir judiciaire administratif dans la

consolidation du principe de légalité », avec la participation de 10 pays arabes. Cette formation est la première organisée par l'Union arabe pour la justice administrative, dans le cadre du renforcement du rôle de l'Union dans le développement des compétences des juges des pays arabes membres de l'Union, du renforcement des liens bilatéraux et de l'échange d'expériences et de connaissances dans les domaines de la justice administrative. La séance inaugurale s'est déroulée en présence d'un certain nombre de juges des pays arabes membres de l'Union.

A l'ordre du jour de la séance figurent le lancement de la plateforme électronique intégrée de l'Union arabe pour la justice administrative, ainsi que la bibliothèque numérique des jugements, et la cérémonie de signature du document d'adhésion du Conseil d'État algérien. L'UAJ a été créée le 12 décembre 2015 pour promouvoir la coopération entre les cours suprêmes administratives et les conseils d'État dans les pays arabes et pour servir d'organisation judiciaire arabe dans le domaine de la justice administrative.

Y.B.

R.S.

COURRIER EXPRESS

Algérie Poste remporte le Prix international "Service client" de l'UPU

L'entreprise de courrier express, "EMS Champion Post Algérie", filiale d'Algérie Poste, a remporté, pour la sixième (6) fois consécutive, le trophée international "Customer Care awards" (Service client) décerné par l'Union postale universelle (UPU), au titre du classement de 2023, a indiqué dimanche, un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. L'UPU s'appuie dans cette évaluation sur "des indicateurs de performance de haute précision, observés et mesurés soigneusement, à l'instar du respect des normes internationales de

livraison et des exigences internationales en matière d'échange des données, en sus de la réactivité quant à la prise en charge des réclamations et la qualité du Service client", dira la même source. Cette distinction se veut "une concrétisation de l'attachement de l'entreprise aux plus hautes normes internationales dans le domaine de la livraison expresse de colis et son respect des plus hautes exigences de la qualité, ainsi que la réactivité du Service client, l'entreprise occupe la première place au sein des opérateurs d'Afrique du Nord et du Maghreb arabe,

selon le dernier rapport de l'UPU sur la performance des pays membres de la coopérative Express Mail Service (EMS), dont le nombre est 175 pays", a ajouté ledit communiqué. Pour parvenir à cette performance distinguée, l'entreprise avait entamé l'élaboration et l'exécution d'"un plan d'action intégré et ambitieux, pour se conformer à toutes les normes d'évaluation qu'adopte l'UPU, axé sur la poursuite des efforts d'élargissement continu de son réseau commercial et ses points de service pour rapprocher et faciliter ses services aux clients". Le plan

portait également "l'organisation de sessions de formation continue au profit de ses compétences humaines, tout en veillant à fournir les moyens techniques et logistiques les plus modernes, conformément aux exigences de la qualité et de l'efficacité des services fournies à tous ses clients et ses partenaires locaux et internationaux". Cette "dynamique accrue dans l'activité du courrier express" s'inscrit dans "l'approche intégrée adoptée par les hautes autorités du pays", note le communiqué.

R.N.

SANTÉ PUBLIQUE

L'OBÉSITÉ TOUCHE 30% DES FEMMES, 14 % DES HOMMES ET 12 % D'ENFANTS

«Selon une étude réalisée à travers le territoire national, l'obésité touche 30% des femmes, 14 % des hommes et 12 % d'enfants en Algérie. Si on ne prend pas des précautions proactives dans la prévention, ces chiffres seront quasiment doublés. On risque d'atteindre 47% de prévalence chez les femmes, 30% chez les hommes et 22 % chez les enfants». C'est ce qu'a révélé, hier matin, le professeur Amar Tebaibia, président de la Société algérienne d'obésité et des maladies métaboliques (SAOMM) et chef de service en médecine interne à l'hôpital de Birtraria d'El Biar, à Alger, affirmant que «l'obésité constitue un problème de santé publique, pas uniquement en Algérie, et entraîne de graves complications des prises en charge immédiates et, souvent lourdes». Lors de son passage à l'émission L'invité de la matinale de la Chaîne 2 de la Radio algérienne, à l'occasion de la Journée internationale de l'obésité, le Pr Tebaibia a estimé que «si on évoque l'obésité ce n'est pas parce que nous avons un excès pondéral, mais à cause des complications qui pourraient survenir à long terme chez les sujets. Car, après 10 et 20 ans, c'est selon les sujets, les sujets vont développer beaucoup de pathologies, comme le diabète, l'hypertension artérielle, l'hypercholestérolémie, l'arthrose et certains cancers qui sont considérés liés à cette pathologie». Qualifiant la situation d'«inquiétante», le Pr Tebaibia a estimé qu'il était temps de tirer la sonnette d'alarme pour sensibiliser les populations sur une alimentation saine et équilibrée et une activité physique régulière permettant de garder un poids idéal et stable». Selon lui, «l'obésité n'est un signe de richesse», encore moins une pathologie qui «permettrait à nous tous de stigmatiser les sujets qui ont un excès pondéral, car elle est involontaire». Conseillant aux sujets le régime méditerranéen (légumes, fruits, huile d'olive, fibres...etc.), et à prévenir les repas caloriques, sucrés et gras, tout en maintenant une activité physique régulière, le Pr. Tebaibia plaide pour un retour aux fondamentaux de la vie pour éviter de développer cette maladie.

MARCHÉS PÉTROLIERS L'OPEP+ PROLONGE LA RÉDUCTION VOLONTAIRE DE SA PRODUCTION JUSQU'À FIN JUIN 2024

Les pays de la coalition OPEP+, participant à la réduction volontaire de la production pétrolière, ont annoncé avant-hier la prolongation de cette réduction jusqu'à la fin du deuxième trimestre de cette année, soit jusqu'au 30 juin (2024). Ces pays, menés par l'Arabie saoudite et la Russie, ont annoncé une réduction volontaire de leur production en novembre 2023, en plus de réduire les exportations russes. Le montant de la réduction volontaire de la production pétrolière, convenue par les pays participants en novembre dernier, s'est élevé à environ 2,2 millions de barils par jour pour le premier trimestre, dans le but de maintenir la stabilité des marchés pétroliers. Le ministère saoudien de l'Énergie a révélé ainsi que le Royaume a décidé de prolonger sa réduction volontaire, estimée à environ un million de barils par jour, entamée en juillet 2023, jusqu'à la fin du deuxième trimestre de cette année 2024. Il a expliqué que la prolongation de la réduction volontaire saoudienne intervient en coordination avec certains pays participant à l'accord OPEP+, portant la production du Royaume à 9 millions de barils par jour, jusqu'à fin juin prochain, tout en ajoutant : « Après cela, et pour soutenir la stabilité du marché pétrolier, les montants de réduction supplémentaires seront rétablis progressivement, en fonction des conditions du marché », selon ce qui a été publié par l'agence de presse saoudienne et vu par la plateforme spécialisée dans l'énergie. La même source a souligné que cette réduction s'ajoute à environ 500.000 barils par jour des précédentes réductions volontaires, annoncées par le Royaume en avril 2023, s'étendant jusqu'à fin décembre 2024. Dans le même contexte, le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a annoncé que son pays s'apprêtait à réduire sa production et ses exportations d'environ 471 mille barils par jour, jusqu'à la fin du deuxième trimestre de cette année 2024, selon un communiqué publié par son bureau.

Novak a révélé que l'ampleur de la réduction volontaire de la production pétrolière au cours du mois d'avril 2024 sera d'environ 350 000 barils par jour, tandis que l'ampleur de la réduction volontaire des exportations sera de 121 000 barils par jour. En mai prochain, le volume des réductions quotidiennes de production atteindra environ 400 000 barils, tandis que le volume de la réduction volontaire des exportations avoisinera 71 000 barils par jour, selon ce qu'a évalué la plateforme spécialisée dans l'énergie. En juin - dernier mois du deuxième trimestre de cette année - la réduction volontaire totale de la production pétrolière sera d'environ 471 000 barils par jour, sans réduction du volume des exportations quotidiennes. Il convient de noter que Moscou avait accepté deux réductions distinctes, la première en avril dernier, lorsqu'elle avait réduit la production de pétrole brut de 500 000 barils par jour jusqu'à fin 2024, puis annoncé en août 2023 qu'elle réduirait ses exportations de 300 000 barils par jour jusqu'à la fin 2023. L'Algérie aussi a été l'un des premiers pays à annoncer la prolongation de la réduction volontaire de la production pétrolière de 51 mille barils par jour, en coordination avec certains des pays participant à l'accord de coalition, portant le volume de la production algérienne à environ 908 mille barils par jour, avec des quantités à reconstituer progressivement, en fonction des conditions du marché.

Cette réduction volontaire s'ajoute à une autre réduction volontaire d'environ 48 mille barils par jour, annoncée précédemment par l'Algérie en avril dernier (2023), et qui peut se poursuivre jusqu'à fin décembre 2024 prochain si le consensus de l'alliance se maintient.

M.H.

RÉUNION INTERMINISTÉRIELLE CONSACRÉE AU FINANCEMENT DU SECTEUR

Créer un environnement propice à la croissance durable de l'agriculture

Une rencontre de concertation interministérielle visant à identifier et à lever les obstacles liés à l'exécution et au financement des programmes d'investissement du secteur de l'agriculture a réuni dimanche le ministre des Finances, Laaziz Faid, et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa.

Au cours de cette séance de travail collaborative, tenue au siège du ministère des Finances, « les ministres ont examiné de près les défis auxquels est confronté le secteur de l'agriculture, mettant en lumière l'importance stratégique de ce dernier pour notre économie nationale », annonce un communiqué du ministère des Finances. Selon la même source, des discussions « approfondies » ont eu lieu afin de développer des solutions concrètes pour surmonter les contraintes actuelles et libérer le plein potentiel du secteur agricole. Laaziz Faid a réaffirmé, à cette occasion, « l'engagement de son département à soutenir vigoureusement le secteur de l'agriculture en accompagnant le secteur dans une vision reposant sur le nouveau mode de gouvernance des finances publiques », mettant en avant « la nécessité de planifier, programmer et diversifier les sources de financement pour assurer une croissance durable du secteur ». Youcef Cherfa a insisté, quant à lui, sur « l'impératif de garantir la



sécurité alimentaire du pays », soulignant « l'importance d'une coopération étroite entre toutes les parties prenantes pour assurer la stabilité du marché et la disponibilité continue des produits alimentaires de base ». Les engagements pris au cours de cette réunion comprennent « des mesures

financières ciblées, et des initiatives visant à renforcer la résilience du secteur face aux fluctuations du marché international et aux changements climatiques », précise le communiqué. Les ministres ont souligné leur « détermination à créer un environnement propice à la croissance durable de l'agriculture,

favorisant ainsi la sécurité alimentaire nationale. Les deux ministres ont exprimé « leur volonté continue de travailler main dans la main avec les acteurs du secteur, pour assurer son développement tout en répondant aux besoins essentiels des citoyens ».

N.S.

HYDROCARBURES

Sonatrach signe avec Midad Energy North Africa

Sonatrach vient d'annoncer la signature, lundi, d'un Protocole d'Accord avec la société saoudienne Midad Energy North Africa (MENA), « traduisant la volonté des deux parties de concrétiser un partenariat pour l'appréciation et le développement en fast-track de gisements gaziers situés dans la région d'Illizi Sud », précise un communiqué du grou-

pe pétrolier national. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la Direction Générale de Sonatrach en présence du Président Directeur Général de SONATRACH, Rachid HACHICHI, du Président Directeur Général de MIDAD Energy, Sheikh Abdulelah Bin Mohammed Bin Abdullah AL-AIBAN et du Président de l'Agence nationale pour la valo-

risation des ressources en hydrocarbures "ALNAFT", Mourad BELDJAHEM. Les deux parties ont abordé, à cette occasion, les perspectives de coopération, notamment, dans le domaine de l'exploration et production des hydrocarbures et sur d'autres segments de la chaîne de valeur Oil & Gas.

M.H.

COMMERCE ET PAIEMENT ÉLECTRONIQUES

Lancement d'une campagne nationale de sensibilisation jusqu'au 7 mars

Une campagne nationale de sensibilisation et d'information sur le commerce et le paiement électroniques a été lancée, hier, par le ministère de la Poste et des Télécommunications à travers les différentes wilayas du pays. Cette campagne qui s'étalera jusqu'au 7 mars a pour objectif « d'encourager les commerçants et les citoyens à utiliser les moyens de paiement électronique disponibles, les familiariser avec les concepts et les règles du commerce électronique et les inciter à l'utiliser

dans son cadre juridique », selon un communiqué du ministère. Il s'agit également de « fournir des conseils et des recommandations pour sensibiliser les citoyens aux risques potentiels liés aux achats en ligne et éviter de tomber victimes de pratiques commerciales frauduleuses », ajoute la même source. La campagne sera menée en collaboration avec les acteurs concernés, à savoir l'Observatoire national de la société civile, le Haut conseil de la jeunesse, les ministres

des Finances, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Commerce et de la Promotion des exportations, le Commandement de la Gendarmerie nationale, la Direction générale de la Sûreté nationale, la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM), le Groupement interbancaire monétique (GIM), les Banques, Algérie Poste, Algérie Télécom et les opérateurs de téléphonie mobile.

R.E.

TIARET : COUVERTURE DES BESOINS DE LA WILAYA EN ÉLECTRICITÉ

Des projets de production de 960 mégawatts entre 2025 et 2026

La wilaya bénéficiera de onze bornes de recharge pour véhicules électriques. Tiaret abrite également deux projets de centrales photovoltaïques.

Le Président-directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz Mourad Adjal a annoncé, dimanche à Tiaret, que la wilaya bénéficiera entre 2025 et 2026 de projets de renforcement de l'énergie électrique dans la wilaya d'une capacité de 960 mégawatts devant sécuriser la fourniture de l'énergie électrique jusqu'à l'horizon 2050. M. Adjal a déclaré, lors d'une réunion avec les autorités locales de la wilaya de Tiaret et la wilaya déléguée de Ksar Chellala sur l'évaluation des activités de son entreprise, au terme de sa visite à la wilaya, que "nous avons un ambitieux projet dans le domaine du transfert de l'électricité qui fournira l'énergie jusqu'à 2050 pour assurer la sécurité

énergétique de la wilaya. Il s'agit de la réalisation de deux centrales de transfert d'électricité 60/220 kilovolts d'une puissance de 240 mégawatts dans les communes de Tiaret et Ksar Chellala et deux autres dans les communes de Medrissa et la région de Zaaroura de Tiaret (60/30 kilovolts de 80 mégawatts), ainsi qu'une plus grande centrale dans la commune de Aïn Bouchekif. La wilaya bénéficiera aussi de deux centrales photovoltaïques utilisant l'énergie solaire à Aïn Dheb et à Tiaret, alors que les travaux de réalisation d'une centrale similaire de 80 mégawatts seront bientôt lancés dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala, qui sera prochainement renfor-



cée par une nouvelle direction de distribution, en plus du recrutement de 50 cadres et agents pour améliorer les services, sachant que le nombre d'employés sera revu à la hausse, à l'avenir. M. Adjal a souligné que la wilaya de Tiaret bénéficiera également de la réalisation de 11 bornes de recharge pour véhicules électriques afin d'inciter les citoyens à s'en procurer. Par ailleurs, le Président-directeur général a salué les efforts déployés localement pour mettre en œuvre les différents pro-

grammes dont la wilaya a bénéficié pour la fourniture de l'énergie électrique et gazière pour la population des zones éloignées, ainsi que l'électricité agricole, et ce pour le soutien des exploitations agricoles, outre de fournir les trois zones industrielles de Zaaroura1 et 2 et Aïn Bouchekif en gaz et électricité en s'engageant à inscrire de nouveaux projets selon les possibilités financières disponibles. M. Adjal a procédé, lors de sa visite à la wilaya, à la mise en service du réseau d'électricité rurale en faveur de la population des zones de Bouguendoula, Guenancha, Hassassna de la commune de Oued Lily, en plus de raccorder la ferme de la commune de Melakou à l'électricité agricole et la remise des ordres de service aux entreprises de réalisation d'extensions du gaz et d'électricité.

R.R.

DJANET

UNE NOUVELLE APPROCHE POUR FAIRE FACE AUX RISQUES MAJEURS

La stratégie prônée par l'Algérie pour faire face aux risques majeurs est axée sur une nouvelle approche d'intervention, a souligné, mercredi à Djanet, le délégué national aux risques majeurs (DNRM) au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MICALT). Intervenant lors d'une rencontre sur la gestion des risques liés aux catastrophes et changement climatique ayant regroupé les autorités des wilayas de Djanet et Illizi, Abdelhamid Afra, a affirmé que "la nouvelle stratégie prônée par l'Algérie pour faire face aux risques majeurs engendrés par les catastrophes et le changement climatique est basée sur une nouvelle approche d'intervention. Celle-ci consiste en une préparation adéquate de tous les moyens nécessaires pour sauver les personnes et protéger les biens en tenant compte des spécificités de chaque région, celle géographique notamment". Le DNRM a indiqué que cette rencontre vise à présenter le rapport du diagnostic sur la gestion des grandes catastrophes élaboré depuis trois ans au niveau du MICALT en collaboration avec la Banque Mondiale, portant catastrophes majeurs affectant le pays et sanctionné par l'adoption des recommandations allant dans le sens de la prévention contre ces risques. Pour sa part, la directrice des études auprès de la délégation nationale aux risques majeurs, Naïma Rabahi, a préconisé "la nécessaire mise en place d'un système national d'alerte précoce via une plateforme numérique précise pour étudier la traçabilité de chaque risque eu égard à l'importance de ces systèmes d'alerte pour prévenir les catastrophes", avant de mettre l'accent, à ce titre, "sur l'échange d'informations sur la surveillance aérienne et l'utilisation des satellites". Dans ce cadre, Mme Rabahi a souligné "la nécessité de cartographier les zones exposées aux risques et d'élaborer des systèmes d'informations sécurisés ainsi que le nécessaire partage et échange des données, en sus de renforcer la sensibilisation des citoyens face à ces risques majeurs par le biais de campagnes, d'autant que l'Etat a mis en place plusieurs programmes de prévention des catastrophes naturelles". Le directeur de la protection civile de la wilaya de Djanet, le commandant Mohamed Moulkrawa, a signalé, que "le succès du plan d'organisation des secours (ORSEC) et de prévention des catastrophes naturelles demeure tributaire entre autres de la bonne préparation des moyens humains et matériels et l'implication efficace des différents dispositifs". L'intervenant a indiqué que la région de Djanet est exposée à plusieurs risques, dont les inondations, les incendies de palmeraies, et les risques épidémiologiques, avant d'ajouter que "dans le souci de protéger cette région inondable, une série de projets ont été retenus par les autorités locales portant notamment, le nettoyage et le curage périodiques des cours d'eau, et la tenue des campagnes de sensibilisation.

APS

BLIDA

Renouvellement de l'accord de partenariat avec l'université de Kirikkal

L'accord de partenariat entre l'université de Blida1 et celle de Kirikkal (Turquie) a été renouvelé, dimanche, pour une durée de trois ans, dans le cadre du renforcement de la coopération scientifique entre les deux pays. L'accord a été signé par le professeur Arsan Aslan (côté turc) et le professeur Mohamed Benzina (côté algérien). Dans son allocution, M. Benzina a estimé que cette convention est de nature à "consolider les relations entre les deux parties et de permettre aux étudiants et professeurs de coopérer dans les domaines des laboratoires et de la formation". Pr. Aslan a, pour sa part, exprimé son souhait que cet accord soit "couronné de résultats

palpables dans les prochaines années. Ceci de manière à permettre un développement des relations bilatérales dans le domaine de la recherche scientifique et de l'échange d'expériences". Il a rappelé les relations historiques et culturelles liant les deux pays, appelant les étudiants algériens à profiter des laboratoires de recherche scientifique dont dispose l'université turque. La convention signée entre les deux parties englobe différents domaines et spécialités, dont la médecine, la médecine vétérinaire, l'électronique, les sciences aéronautiques et la mécanique. A noter que de nombreux enseignants de l'université de Blida 1 (Institut des sciences vétérinaires)

se sont déjà rendus à l'université de Kirikkal dans le cadre de projets de recherche communs, selon M. Benzina. En marge de la signature de l'accord de coopération, la délégation universitaire turque a suivi un exposé détaillé sur les facultés et instituts de l'Université de Blida1 et sur les opportunités de coopération disponibles entre les deux pays et a visité d'un certain nombre de ces structures, dont l'Institut d'architecture et d'urbanisme. L'université de Blida1 a signé, fin janvier dernier, une convention de partenariat avec l'université turque "Atatürk" pour renforcer les relations de coopération entre les deux parties, rappelle-t-on.

APS

TISSEMSILT : SITUATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Satisfecit du P-DG de Sonelgaz

Le P-DG de Sonelgaz exprime sa satisfaction de la situation du secteur de l'énergie dans la wilaya Le Président-directeur général (P-DG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a exprimé, dimanche à Tissemsilt, sa satisfaction de la situation du secteur de l'énergie dans la wilaya, notamment l'énergie électrique Lors de sa visite dans la wilaya de Tissemsilt. M. Adjal a annoncé que la wilaya a bénéficié d'un projet d'une centrale électrique d'énergie solaire dans la commune de Layoune d'une capacité de 50 mégawatts dont les travaux seront bientôt mis en chantier. Ceci une fois que les études soient finalisées. Il a souligné que le taux de couverture électrique de la wilaya a dépassé les 98 pc, ce qui est un des taux les plus élevés au niveau national, appelant les promoteurs à exploiter cette énergie disponible pour relancer des projets d'investissement utiles pour la population de la wilaya. Par ailleurs, il a indiqué que le taux de couverture en gaz naturel dans la wilaya est aussi un des plus élevés au niveau national, où

toutes les communes sont raccordées au réseau de gaz naturel. Dans le cadre de la protection des citoyens du risque d'asphyxie aux gaz combustibles, le même responsable a signalé que le groupe a installé plus de trois millions de disposi-

tifs d'alerte au monoxyde de carbone au niveau national, ajoutant que l'opération se poursuit pour équiper tous les clients du groupe, dont le nombre dépasse les 11 millions de clients dans le pays.

APS

BATNA

Commémoration du 66^e anniversaire de la mort du Chahid Abdelaali Benbatouche

La wilaya de Batna a commémoré dimanche, dans une atmosphère de recueillement, le 66^e anniversaire de la mort du Martyr Abdelaali Benbatouche, dit Allaoua (1929-1958). Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, accompagné du wali délégué de Barika, Saïd Bou Eddehab, a présidé la cérémonie organisée pour l'occasion. Une cérémonie de recueillement à la mémoire de ce héros et de tous les martyrs de la glorieuse Révolution a eu lieu au cimetière des Martyrs de la localité de Tazaght, village natal du Chahid. Le secrétaire de

wilaya de Batna de l'Organisation nationale des Moudjahidine (ONM), Abed Rahmani, a rappelé le parcours du Chahid Allaoua Benbatouche qui fut, selon lui, "riche de faits héroïques et de militantisme tant au niveau politique que militaire". Dans les rangs de l'ALN, il a pris part à de nombreuses batailles et embuscades dressées par les moudjahidine avant de tomber au champ d'honneur, le 3 mars 1958, à l'âge de 29 ans, sur la ligne électrifiée Morice, alors qu'il rentrait de Tunisie.

APS

Lancement d'une refonte majeure

Le Groupe de la Banque mondiale vient d'annoncer une refonte majeure de ses activités dans le domaine des garanties, qui permettra de gagner en simplicité, en accès et en rapidité d'exécution dans le cadre d'une nouvelle plateforme centralisée et adaptée. Ces réformes sont essentielles pour atteindre l'objectif du Groupe visant à tripler son montant annuel d'émissions de garanties, pour le porter à 20 milliards de dollars d'ici 2030. En juin 2023, le Groupe de la Banque mondiale a mis sur pied le Laboratoire de l'investissement privé, afin de recenser les obstacles qui entravent les investissements dans les énergies renouvelables et de présenter les solutions susceptibles d'y remédier. Or, l'assurance contre les risques politiques est apparue comme un sujet majeur au sein de ce groupe de dirigeants d'entreprise, qui a également mis l'accent sur les questions d'accessibilité. De même, le récent rapport du groupe d'experts indépendants du G20 sur le renforcement des banques multilatérales de développement a également appelé à une augmenta-

d'apporter à nos clients transparence et certitude tout au long du processus et d'améliorer ainsi leur expérience.

Une plus grande accessibilité : investir dans l'accès aux garanties en étoffant nos équipes spécialisées et en formant nos personnels dans le monde entier, afin de permettre à nos clients (secteur privé et pouvoirs publics) d'accéder facilement à ces instruments partout dans le monde.

Une montée en échelle : appliquer une approche de pondération des risques qui concentre les ressources sur des projets et portefeuilles de projets à fort impact, permettant ainsi de réduire des analyses de risques redondantes et de libérer les capacités nécessaires au traitement de questions plus complexes.

Regrouper les solutions en un guichet unique. De nouveaux outils innovants : offrir des produits de garantie nouveaux et innovants qui permettront au secteur privé de s'engager davantage dans la résolution des défis actuels du développement.

Le document de la banque mondiale souligne que la refonte et le nouveau guichet unique seront disponibles pour tous les clients du Groupe de la Banque mondiale à compter du 1er juillet 2024.

Selon Ajay Banga, président de la Banque mondiale, « les ressources et l'ingéniosité du secteur privé nous sont indispensables pour relever les grands défis mondiaux. En consolidant nos offres, en simplifiant les processus et en améliorant l'accessibilité, nous assurons aux entreprises un accès plus rapide et plus facile aux garanties. Notre nouvelle plateforme est un levier essentiel pour tripler notre activité de garanties au sein du Groupe de la Banque mondiale, mais surtout pour inciter les investisseurs à s'engager davantage dans les économies en développement et à accélérer les changements positifs. »

De son côté, Mark Carney, envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique et coprésident de la GFANZ a indiqué que « les banques multilatérales de développement doivent mobiliser toutes leurs capacités pour maximiser le financement total provenant de toutes les sources afin de répondre à la double crise du climat et du développement. C'est pourquoi le Laboratoire a réuni des dirigeants du secteur privé et de la Banque mondiale afin de concevoir et de déployer rapidement des solutions pour lever les obstacles à l'investissement privé dans les marchés émergents et les économies en développement. Ensemble, nous avons donné la priorité à la nécessité de mettre en place un ensemble de garanties simplifié et cohérent qui réponde aux contraintes et aux défis auxquels fait face le secteur privé. Cette nouvelle plateforme permettra de fournir des garanties à une plus grande échelle et plus rapidement, et donc davantage de financements pour contribuer à résoudre les problèmes les plus urgents dans le monde. »

Abondant dans le même sens, Shriti Vadera, présidente de Prudential plc a estimé que « les garanties sont l'un des moyens les plus éprouvés et efficaces pour mobiliser des fonds privés en faveur du climat et du développement. La plateforme simplifiera l'accès à l'ensemble des garanties du Groupe de la Banque mondiale et permettra aux prêteurs et aux emprunteurs de mieux cerner les options disponibles afin de planifier les investissements avec davantage de certitude. Je me réjouis que le Laboratoire ait pu travailler avec le Groupe de la Banque mondiale pour développer la plateforme et travailler sur les instruments et l'expertise qu'elle proposera. Cela démontre la valeur de l'engagement entre le secteur public et le secteur privé pour contribuer à fournir des financements à l'échelle et au rythme

me nécessaires. »

Pour sa part, Noel Quinn, directeur général de HSBC Holdings Plc a expliqué que « la mise en place de cette nouvelle plateforme des garanties de la Banque mondiale, plus simple, est essentielle pour développer l'investissement durable. Elle encouragera des réformes telles que l'harmonisation des structures contractuelles et clarifiera les rôles que les organisations des secteurs public et privé doivent jouer pour assurer la viabilité des projets. Je me félicite que cette évolution historique du paysage des garanties soit le premier résultat tangible du Laboratoire de l'investissement du secteur privé mis sur pied par la Banque mondiale. »

Selon Shemara Wikramanayake, présidente-directrice générale de Macquarie Group « les programmes de garantie de la Banque mondiale peuvent jouer un rôle déterminant dans la mobilisation d'investissements pour des infrastructures essentielles dans les marchés émergents et les économies en développement. Cette refonte ambitieuse permettra à la Banque d'agir plus rapidement et de gagner en efficacité dans la fourniture de garanties indispensables pour attirer des volumes plus importants de capitaux privés et avoir un impact encore plus important. »

Dans le même sillage, Hironori Kamezawa, directeur général de Mitsubishi UFJ Financial Group a déclaré que « MUFG a le privilège de faire partie du Laboratoire de l'investissement privé depuis sa création, et nous nous réjouissons de l'annonce faite par le Groupe de la Banque mondiale de consolider et de rationaliser l'activité de garantie. MUFG est l'une des principales banques de financement de projets à l'échelle mondiale, et nous considérons qu'il existe de formidables possibilités de collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale pour développer les financements mixtes. Nous sommes impatients de travailler avec la nouvelle plateforme de garantie sur un certain nombre d'opportunités de financement dans les pays émergents, y compris en Asie où se trouve notre siège social. »

Pour sa part, Hendrik du Toit, directeur général de Ninety One a rappelé que « la Chine est le seul marché émergent capable d'autofinancer sa transition énergétique. Nous savons également que la plupart des investisseurs institutionnels des marchés développés hésitent à investir dans la transition des pays émergents. Cette refonte de la plateforme de garantie de la Banque mondiale est l'occasion de débloquer enfin ces capitaux pour les marchés émergents », a-t-il ajouté.

Feike Sijbesma, président de Royal Philips et coprésident des Global Climate Adaptation Centers a déclaré qu'« avec ce renforcement de l'activité de garantie, la Banque mondiale franchit une étape importante pour mobiliser davantage de financements privés pour investir dans les énergies renouvelables. Elle supprime de nombreux obstacles en consolidant et en rationalisant ses offres de garanties, ce qui favorise la transparence, améliore l'accès et accélère l'exécution. » Dans le même ordre d'idées, Sim Tshabalala, directeur général de Standard Bank a souligné que « le groupe Standard Bank se félicite vivement de la mise en place du guichet unique de la Banque mondiale pour les garanties, qui simplifie et rationalise les processus et laisse plus de place à la flexibilité et à l'innovation. Il s'agit là d'une réforme importante, car les garanties de la Banque mondiale sont l'un des moyens les plus efficaces d'attirer davantage d'investissements du secteur privé dans les infrastructures en Afrique. » C'est aussi l'avis de Bill Winters, directeur général de Standard Chartered qui précise que « la collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale sur cette réforme interorganisationnelle, et la création

d'une plateforme démontre que l'accessibilité est essentielle pour élargir la gamme de produits et offrir un levier puissant pour attirer des capitaux privés. L'annonce que la Banque mondiale de garantie d'Ogunbiyi, directeur général de l'Énergie durable, démontre que le secteur privé peut jouer un rôle déterminant dans la transformation de notre monde. Cette refonte permettra non seulement d'accéder plus facilement aux instruments de garantie de la Banque mondiale, mais aussi de rendre les prêts en monnaie locale plus accessibles et de soutenir les projets décentralisés et innovants. Cette refonte de la collaboration avec le secteur privé afin de mobiliser davantage de financements en faveur des économies émergentes », affirme t-e-

GRUPE INDÉPENDANT

« L'annonce du renforcement du rôle de la Banque mondiale pour agir avec rapidité et efficacité afin de combler le déficit de financement des économies émergentes est un pas décisif vers le changement climatique. Nous sommes impatients de travailler avec le Groupe de la Banque mondiale pour développer les financements mixtes. Nous sommes impatients de travailler avec la nouvelle plateforme de garantie sur un certain nombre d'opportunités de financement dans les pays émergents, y compris en Asie où se trouve notre siège social. »

Pour sa part, Hendrik du Toit, directeur général de Ninety One a rappelé que « la Chine est le seul marché émergent capable d'autofinancer sa transition énergétique. Nous savons également que la plupart des investisseurs institutionnels des marchés développés hésitent à investir dans la transition des pays émergents. Cette refonte de la plateforme de garantie de la Banque mondiale est l'occasion de débloquer enfin ces capitaux pour les marchés émergents », a-t-il ajouté.

Feike Sijbesma, président de Royal Philips et coprésident des Global Climate Adaptation Centers a déclaré qu'« avec ce renforcement de l'activité de garantie, la Banque mondiale franchit une étape importante pour mobiliser davantage de financements privés pour investir dans les énergies renouvelables. Elle supprime de nombreux obstacles en consolidant et en rationalisant ses offres de garanties, ce qui favorise la transparence, améliore l'accès et accélère l'exécution. » Dans le même ordre d'idées, Sim Tshabalala, directeur général de Standard Bank a souligné que « le groupe Standard Bank se félicite vivement de la mise en place du guichet unique de la Banque mondiale pour les garanties, qui simplifie et rationalise les processus et laisse plus de place à la flexibilité et à l'innovation. Il s'agit là d'une réforme importante, car les garanties de la Banque mondiale sont l'un des moyens les plus efficaces d'attirer davantage d'investissements du secteur privé dans les infrastructures en Afrique. » C'est aussi l'avis de Bill Winters, directeur général de Standard Chartered qui précise que « la collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale sur cette réforme interorganisationnelle, et la création

Ces réformes permettront, selon la Banque mondiale, de tripler son montant annuel d'émissions de garanties, pour le porter à 20 milliards de dollars d'ici 2030. Il s'agit aussi de regrouper ses solutions en un guichet unique.

tion du recours aux garanties pour atténuer les risques et catalyser les financements privés.

Le Groupe de la Banque mondiale offre actuellement à ses clients 20 solutions de garantie disséminées dans l'ensemble de l'institution, chacune d'entre elles étant assortie de règles, de normes et de processus différents. Un éparpillement et une multiplicité qui limitent leur potentiel et leur accessibilité.

Selon la banque mondiale, la refonte annoncée, la première de cette ampleur depuis 15 ans, s'articule autour de six remaniements concrets.

Une structure concentrée pour réunir au même endroit tous les experts en garantie de l'ensemble du Groupe, afin d'offrir une expérience fluide aux clients et de faciliter leur accès à toute la gamme des instruments disponibles.

Une offre de produits simplifiée et complète : regrouper toutes les garanties du Groupe au sein d'une offre centralisée, afin de permettre aux clients d'identifier et de sélectionner facilement l'instrument de garantie le mieux adapté à leurs besoins individuels.

Un processus rationalisé : mettre en place une approche commune pour la totalité des examens relatifs aux instruments de garantie et supprimer les procédures redondantes, afin

mondiale

Heure de l'activité de garanties

« Une réforme digne de confiance, qui prouve que l'innovation est possible et qui vise à favoriser la simplicité, l'efficacité et la rapidité d'exécution de la mise en œuvre de produits de garantie, qui constitue un élément clé de la mobilisation des flux de capitaux à l'échelle mondiale en développement. »

« Ce qui vient de faire le Groupe de la Banque mondiale de la refonte de son activité a été saluée aussi par Damilola Adedokun, directrice générale de l'initiative de garantie pour tous, car elle permettra de mobiliser plus d'investissements du secteur privé, a-t-elle estimé. « La nouvelle plateforme unique dévoilée aujourd'hui vise non seulement de rationaliser l'acquisition de garanties du Groupe de la Banque mondiale, mais aussi de faciliter les partenariats locaux et de soutenir les projets réalisés dans le domaine des énergies renouvelables. Je me réjouis de la poursuite de la collaboration avec la Banque mondiale pour concevoir des solutions innovantes et mobiliser des investissements en énergies renouvelables dans les pays émergents et en développement, dit-elle.

D'EXPERTS DES PAYS DU G20

« D'aujourd'hui témoigne de l'engagement du Groupe de la Banque mondiale à apporter rapidité et détermination pour garantir le financement de la lutte contre le changement climatique qui affecte de nombreux pays émergents et en développement. Dans le Groupe de la Banque mondiale, nous avons pris des mesures qui font changer les choses et nous attendons avec impatience les résultats que cette refonte permettra en mobilisant des capitaux et des investissements indispensables pour stimuler une croissance verte et durable ici, en Asie, et ailleurs. Dilhan Pillay Sandrasegara, directeur exécutif et directeur général de la Banque mondiale. En outre, Mark Gallogly, cofondateur et directeur général de Three Cairns, a déclaré que « les réformes des modalités de garanties de la Banque mondiale constituent une étape importante pour atteindre 20 milliards de dollars d'ici 2030, constituent une étape importante pour le Groupe de la Banque mondiale. Nous nous réjouissons de continuer à travailler avec la direction de la Banque mondiale et les dirigeants du Laboratoire de l'investissement privé afin de trouver comment mobiliser les financements pour l'urgence de la crise climatique. »

« Singh, président de la quinzième réunion des finances de l'Inde et coprésident du groupe d'experts du G20 sur les banques multilatérales de développement, a déclaré que la décision prise par le Groupe de la Banque mondiale de procéder à une refonte fondamentale de l'activité de garantie est un tournant important. Pour garantir l'architecture financière internationale, au-delà de la simplification, de l'amélioration de l'accessibilité et de l'accélération de la mise en œuvre, le triplement du programme de garanties contribuerait grandement à la mise en œuvre des recommandations du Groupe de la Banque mondiale et des banques multilatérales de développement. Il ne fait aucun doute que le renforcement du cadre des garanties permettra de manière significative l'investissement et qu'il est de nature à combler le déficit de montages de financements. Nous espérons que d'autres projets seront réalisés dans d'autres pays. »

« Le président de la Banque mondiale, Kristalina Georgieva, et les membres du



Laboratoire de l'investissement du secteur privé méritent nos applaudissements et nos plus vives félicitations. »

FONDS DE LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES

Le Conseil de direction du Fonds de lutte contre les pandémies a approuvé une enveloppe de 500 millions de dollars au titre de son deuxième cycle de financement, afin d'intensifier les efforts déployés par les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire pour mieux se préparer aux pandémies futures. Les pays, organisations régionales et organismes de mise en œuvre admissibles intéressés (a) sont invités à déposer leurs propositions sur un portail en ligne dès la fin du mois de février jusqu'au 17 mai 2024.

Devant la forte demande de financements enregistrée lors du premier Appel à propositions, lancé à titre d'essai, le deuxième Appel à propositions offrira une enveloppe de financement plus importante et privilégiera une fois de plus aux niveaux national et régional les investissements à fort impact dans les systèmes d'alerte précoce et de surveillance des maladies, les systèmes de laboratoire et le renforcement des ressources humaines ainsi que des capacités des professionnels de la santé publique et des agents de santé communautaires. Une attention particulière sera accordée à la participation des collectivités et de la société civile, à l'égalité des genres et à d'autres questions d'équité plus larges, en tant que domaines transversaux importants devant être pris en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des propositions.

Le Fonds de lutte contre les pandémies, qui est un partenariat multipartite, propose des financements supplémentaires à long terme afin de renforcer les capacités et les compétences en matière de prévention, de préparation et de riposte aux pandémies dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il a reçu à ce jour 2 milliards de dollars de 24 bailleurs de fonds souverains et 3 organisations philanthropiques. Le Fonds est le fruit d'une collaboration entre des États, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), d'autres institutions des Nations Unies, des banques multilatérales de développement (BMD), des initiatives mondiales en matière de santé, des organisations philanthropiques et des organisations de la société

civile. Sa gouvernance est inclusive, les pays du Nord et du Sud y sont équitablement représentés et les États, organisations philanthropiques et organisations de la société civile en sont les membres votants.

« Le bilan de la première année du Fonds de lutte contre les pandémies est véritablement impressionnant, mais il n'est pas question de ralentir ; c'est justement le moment d'intensifier les efforts d'une manière encore plus résolue. Les 500 millions de financement du deuxième Appel à propositions auront un impact certain, mais nous ne saurions perdre de vue les besoins de financement à long terme », ont déclaré les coprésidents du Fonds, le Dr Chatif Basri, ancien ministre des Finances de l'Indonésie et le Dr Sabin Nsanziimana, ministre de la Santé du Rwanda. « Le premier Appel a mis en évidence des besoins énormes. Malgré les nombreuses crises concomitantes auxquelles les pays font face, la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies demeurent une priorité importante dans le monde. »

Au début de 2023, le Fonds de lutte contre les pandémies a alloué des financements au titre de son premier Appel à propositions après avoir reçu 179 demandes émanant de 133 pays, sollicitant plus de 2,5 milliards de dollars. Des financements d'une valeur de 338 millions de dollars, qui ont permis de mobiliser 2 milliards de dollars supplémentaires, ont été alloués à 19 demandes couvrant 37 pays dans 6 régions.

« Après avoir reçu huit fois plus de demandes que prévu lors du premier Appel à propositions, un nombre sans précédent, je me réjouis que nous ayons pu lancer aussi rapidement le deuxième Appel », a affirmé Priya Basu, directrice exécutive du Fonds. « En même temps, nous avons veillé à ce que la célérité de notre action ne nuise pas à la qualité de notre travail : les enseignements tirés à ce jour ont été mis à profit dans la conception du deuxième Appel, dans le but de maximiser l'impact des financements que nous offrons. »

Le portail de dépôt des demandes en ligne est ouvert depuis la fin février et fermé le 17 mai 2024. Tout pays admis à bénéficier d'un financement de la BIRD ou de l'IDA est, en principe, admis à recevoir un financement du Fonds de lutte contre les pandémies.

Les candidats dont les propositions ont été rejetées lors du premier Appel sont encouragés à déposer pour ce deuxième Appel de nou-

velles propositions tenant compte des observations qui leur ont été adressées. La date exacte d'allocation des financements sera décidée par le Conseil de direction en juin ; toutefois, les allocations seront annoncées au plus tard en octobre 2024.

Alors que le monde continue de faire face à de nombreuses crises, les financements du Fonds de lutte contre les pandémies, qui visent à doter tous les pays des mêmes capacités de détection et de riposte aux situations d'urgence sanitaire, particulièrement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, sont indéniablement importants. Des cycles de financement supplémentaires (troisième et quatrième) devraient être ouverts vers la fin de 2024 et en 2025, en fonction de la disponibilité des ressources.

LA BANQUE MONDIALE LANCE UNE « PLASTICOBLIGATION »

La Banque mondiale mise sur les crédits plastique pour lutter contre la pollution. Son « Plastic-waste reduction-linked bond » de 100 millions de dollars devrait générer des crédits plastique et des crédits carbone dont la monétisation sera remontée vers les investisseurs. Après la « rhinobligation » lancée en 2022 pour protéger les rhinocéros, la Banque mondiale émet une obligation destinée à lutter contre la pollution au plastique. Le coupon dépend en partie de la réussite de deux projets de récupération/recyclage.

Le secteur privé peut-il gagner de l'argent en finançant la lutte contre la pollution au plastique ? C'est en tout cas l'objectif d'une obligation d'un type un peu différent lancée par la Banque mondiale le 24 janvier dernier. Cet outcome bond de 100 millions de dollars est une obligation basée sur les résultats : une partie des gains des investisseurs dépend des revenus dégagés par des projets de développement durable. En l'occurrence, de la vente du plastique recyclé dans deux programmes financés en Indonésie et au Ghana. Comment fonctionne cette obligation ? Quel impact peut-elle avoir ?

La Banque mondiale va donc soutenir les pemulungs, les récupérateurs de déchets en Indonésie. « Ce métier existe depuis le début du XIXe siècle dans ce pays qui subit une très importante pollution au plastique, tout comme le Ghana.

Par Amel B. et Agences

TUNISIE

UN NOUVEAU CIRCUIT TOURISTIQUE SUR LA THÉMATIQUE DE L'HUILE D'OLIVE À DJERBA

Djerba Management Organisation (DMO Djerba) a inauguré, le 1er mars 2024, un nouveau circuit culturel et culinaire sur la thématique de l'huile d'olive, proposant ainsi, aux visiteurs de découvrir une huilerie à grande valeur historique et culturelle, l'huilerie «Fessili», et ce, dans le cadre de la valorisation du patrimoine matériel et immatériel de l'île.

Réalisé dans le cadre du projet «Promotion du Tourisme Durable» mis en œuvre par le ministère du Tourisme avec l'appui de la GIZ, dans le cadre de son programme «Tounes Wjihetouna», ce circuit «impactera d'une façon positive le développement économique de ces régions par la visite des touristes et la création d'une dynamique aux alentours des huileries», d'après Hamda Abdellaoui, directeur exécutif du DMO Djerba. D'après un communiqué, publié lundi, par DMO, l'huilerie souterraine «Fessili», qui appartient à la municipalité de Midoun à la suite d'une donation effectuée par la famille «Fessili», a en effet fait l'objet d'aménagements dans le cadre de son exploitation. Afin d'augmenter son attractivité, la visite de cette huilerie sera accompagnée d'activités participatives sur place à plusieurs niveaux, telles que des activités d'animation et l'exposition de produits issus de l'artisanat local.

Plusieurs ateliers mobiles seront proposés en parallèle, dont l'«Atelier gourmand», animé par des jeunes chefs locaux, et qui vise à faire découvrir les saveurs de la cuisine typique de Djerba, l'«Atelier cosmétique» qui permet de s'initier les participants à la fabrication du savon à base d'huile d'olive, et l'«Atelier oléologique» dont la finalité consiste à aider les participants à distinguer les différents types d'huiles d'olive par la dégustation ou l'analyse sensorielle. En outre et durant les saisons de récolte (novembre à mars), les touristes peuvent participer à la cueillette, afin de leur permettre de découvrir la vie locale et se rapprocher des populations insulaires. Afin d'accompagner les touristes, qu'ils soient en groupes ou individuels, une vingtaine de guides ont été formés à cet effet. Selon DMO, le projet de promotion du patrimoine culturel de Djerba à travers la valorisation des métiers ancestraux autour de l'huile d'olive permettra de préserver l'huilerie souterraine dans le circuit proposé et d'inciter les propriétaires des autres huileries du même type actuellement délaissées à les aménager et les exploiter pour sauvegarder ce patrimoine. Etant donné que ces huileries se trouvent le plus souvent dans la campagne ou dans des lieux qui ne figurent pas dans les circuits classiques, ce projet favorisera, ainsi, une intégration de ces régions inexplorées de l'île, ce qui est en mesure d'apporter de nouvelles opportunités d'affaires aux habitants (artisanat, vente des produits de terroir, épicerie, commerces...). Pour rappel, DMO Djerba est un organisme lancé en 2021 qui se positionne comme un acteur touristique dans la démarche public-privé de promotion spécifique de Djerba en représentant la destination lors des événements nationaux et internationaux, mais aussi via l'établissement de stratégies marketing pour promouvoir l'offre disponible.

In African Manager

BURKINA FASO

170 personnes tuées dans des «attaques meurtrières»

Du 23 au 25 février 2024, plusieurs attaques simultanées contre des positions des forces de défense et de sécurité et des populations civiles, ont fait de nombreuses victimes, dans les régions de l'Est, du Nord et du Centre-Nord du Burkina Faso. Une enquête a été ouverte par le Procureur régional.

Environ 170 personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans des «attaques meurtrières massives», il y a une semaine, contre trois villages dans le nord du Burkina Faso, a-t-on appris dimanche dernier, de sources concordantes. «Le dimanche 25 février 2024, mon Parquet a été informé que des attaques meurtrières massives auraient été commises dans les villages de Komsilga, Nodin et Soro, relevant tous du département de Thiou, province du Yatenga, région du Nord», a indiqué le Procureur de la région du Nord Aly Benjamin Coulibaly dans un communiqué. Le procureur a ajouté que «les mêmes sources indiquaient que le bilan provisoire d'ensemble s'établissait à environ cent-soixante-dix personnes exécutées, outre les personnes blessées et les divers autres dégâts matériels connexes». Coulibaly a soutenu que les faits rapportés ont été «confirmés» par les autorités administratives en charge des circonscriptions territoriales susmentionnées. «Au regard de la gravité et de la concordance de toutes ces dénonciations et informations, mon Parquet instruirait ses services de Police judiciaire d'ouvrir une enquête aux fins d'élucider ces faits», a indiqué Coulibaly. «Dimanche dernier (le 25 février 2024), plusieurs attaques ont été enregistrées dans les environs de la localité de Thiou.



D'abord une attaque contre les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), puis contre les populations civiles», a expliqué au téléphone à Anadolu, sous couvert d'anonymat un responsable de la société civile dans le chef-lieu de la région, Ouahigouya. «Nous attendons tous les résultats du Parquet pour être situés», a-t-il indiqué, appelant les populations à collaborer avec les forces de défense et de sécurité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. En ces instants où l'enquête est déclenchée, le Procureur a aussi lancé un appel à toutes les personnes

qui disposeraient d'éléments ou d'informations sur ces faits à les communiquer aussi bien directement à son Parquet qu'aux différents services de Police judiciaire de son ressort. Du 23 au 25 février 2024, plusieurs attaques simultanées contre des positions des forces de défense et de sécurité et des populations civiles, ont fait de nombreuses victimes, dans les régions de l'Est, du Nord et du Centre-Nord du Burkina Faso. «Au-delà des attaques kamikazes proférées par les groupes terroristes, des successions d'attaques d'envergure contre les Forces de

défense et de sécurité (FDS) et Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) pouvant inclure des attentats dans les centres urbains sont également à craindre», a ajouté le chef des armées burkinabè qui a appelé l'armée à la vigilance.

Depuis plusieurs mois, l'armée burkinabè a lancé une offensive contre plusieurs groupes armés opérant dans le pays. Leurs bases sont bombardées quotidiennement et les images diffusées sur la télévision publique, RTB, chaque soir à l'édition du journal de 20h.

In Agence Anadolu

NIGERIA

Environ 40 millions de cartes SIM déconnectées

Les opérateurs télécoms avaient déjà bloqué partiellement près de 73 millions de cartes SIM en avril 2022. En décembre 2023, le régulateur télécoms a dévoilé une feuille de route pour la déconnexion définitive des abonnés qui n'étaient toujours pas en règle. Les opérateurs télécoms nigériens ont déconnecté définitivement environ 40 millions de cartes SIM dont les propriétaires n'ont pas soumis leurs numéros d'identification nationale (NIN) avant le 28 février. C'est ce qu'a révélé Gbenga Adebayo, président de l'Association of Licensed Telecommunications Operators of Nigeria (ALTON), le dimanche 3 mars dans un communiqué cité par la presse locale. «Les lignes déconnectées sont principalement celles qui sont en mode «réception uniquement» depuis 2022. Il s'agit, soit de numéros qui reçoivent uniquement des appels, soit



de lignes utilisées pour des appareils de données, notamment des appareils intelligents, des compteurs électriques, des traceurs de voiture, des appareils Mifi et Wifi», a expliqué M. Adebayo. Une autre vague de déconnexions devrait suivre d'ici la fin du mois, notamment pour les abonnés qui ont soumis leur NIN, mais qui ne sont pas encore vérifiés.

En décembre 2023, la Nigerian Communications Commission (NCC) a ordonné aux

opérateurs télécoms de déconnecter définitivement les cartes SIM qui n'ont pas été identifiées avec un NIN. La mesure s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'identification des abonnés menée depuis décembre 2020 afin de lutter contre l'insécurité, les extorsions et les enlèvements au Nigeria. La campagne a conduit au blocage partiel de 73 millions de cartes SIM en avril 2023.

Si cette initiative peut permettre de renforcer la sécuri-

té au Nigeria, elle pourrait également affecter les communications et conduire à une réduction du parc d'abonnés de certains opérateurs télécoms et, par ricochet de leurs revenus. Au 31 décembre 2023, 9mobile, Airtel, Globacom et MTN comptaient 224,7 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, selon les données du régulateur télécoms. Dans ses résultats financiers pour l'année financière 2023, MTN Nigeria a déclaré avoir déconnecté 4,2 millions de lignes, dont plusieurs étaient «des abonnés de faible valeur, ce qui minimise l'impact sur les recettes». «Nous restons engagés avec les autorités compétentes pour accélérer le processus de vérification et minimiser les interruptions de service pour notre base ainsi que l'impact potentiel sur nos revenus», a ajouté l'opérateur télécoms.

In Agence Ecofin

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE (CAF)

L'USMA bat Supersport Utd (2-1) et termine leader

L'USM Alger s'était qualifiée aux quarts de finale de la Coupe de la Caf bien avant cette confrontation. L'essentiel dans ce match était de remporter la partie pour conserver la première place. Ce qui donnera à l'équipe algéroise l'avantage de jouer le match retour à domicile.

Le représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football, l'USM Alger (tenant du trophée), a battu les Sud-Africains de Supersport United sur le score de 2 à 1 (mi-temps:1-0), dimanche au stade olympique du 5-juillet (Alger), et termine ainsi leader du groupe A de la phase de poules, à l'occasion de la 6e et dernière journée. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Bacha (26e) et Kanou (76e) pour l'USMA, alors que l'unique réalisation des visiteurs a été l'œuvre de Matodzi (51e). Ayant perdu la précédente rencontre en déplacement face aux Libyens d'Al-Hilal Benghazi (2-1), les Usmistes étaient dans l'obligation de remporter au moins le match nul pour pouvoir arracher la première place du groupe A étant donné que le club algérois avait déjà validé son billet pour les quarts de finale. Face à une équipe sud-africaine qui n'avait rien à perdre puisqu'elle est déjà éliminée de la course à la qualification avant même cette ultime journée, au vu de sa dernière place au classement du groupe A (4e, 4 pts), les coéquipiers du capitaine usmiste Zinédine Belaïd avaient du mal à trouver la faille en début de la rencontre. Mais sur une contre-attaque menée par la nouvelle recrue hivernale l'attaquant camerounais Lionel Ateba, les "Rouge et Noir" ont réussi à débloquent la situation par l'intermédiaire de leur ailier droit Bacha



(26e), une première réalisation qui permet aux Usmistes de se libérer davantage, en témoigne les deux occasions ratées par le milieu de terrain Islam Merili (33e et 36e). En deuxième période, alors que tout le monde s'attendait à la deuxième réalisation des "Rouge et Noir", les Sud-africains arrivent à égaliser

grâce à Matodzi (51e), sur une frappe bien enveloppée qui ne n'a laissée aucune chance au gardien Benbot. Cette égalisation des Sud-africains a conduit le coach usmiste Juan Carlos Garrido à faire des changements sur sa composition initiale, en incorporant Kanou, Belatreche, Djahnit, Ait El-Hadj et Bounacer à la place de

Bousseliou, Embarek, Ateba, Merili et Dehiri, tout en restant vigilants derrière pour ne pas encaisser un deuxième but qui fait perdre aux Usmistes la première place de leader. Et sur une passe en profondeur bien ajustée par le milieu de terrain Belatreche, l'attaquant malien Kanou, en joker de luxe, est parvenu à ajouter le deuxième but et redonner l'avantage aux siens, qui terminent la phase de poules dans en tête du groupe. Dans l'autre match du groupe A, les Egyptiens de Future FC ont laminé les Libyens d'Al-Hilal Benghazi (5-0) et se qualifient aux quarts de finale, et se qualifient en tant que 2e de cette poule. Al-Hilal Benghazi (3e, 6 pts) et Supersport (4e, 4 pts) quittent ainsi la compétition.

Le point après la 6^e et dernière journée

Future FC (Egypte) - Al-Hilal Benghazi (Libye) 5-0
USM Alger (Algérie) - Supersport United (Afrique du Sud) 2-1

Classement :	Pts	J
1). USM Alger	13	6 QUALIFIEE
2). Future FC	11	6 QUALIFEE
3). Al-Hilal Benghazi	6	6
4). Supersport United	4	6

Déjà joués:

Future FC - Supersport United 1-0	USM Alger - Al-Hilal Benghazi 2-0
Supersport - USM Alger 0-2	Al-Hilal Benghazi - Future FC 1-2
USM Alger - Future FC 1-0	Al-Hilal Benghazi - Supersport Utd 2-1
Future FC - USM Alger 0-0	Supersport Utd - Al-Hilal Benghazi 2-1
Supersport United - Future FC 1-1	Hilal Benghazi - USM Alger 2-1

NB: Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

R.S.

ATHLÉTISME :

Coup d'envoi du championnat d'Algérie hivernal d'athlétisme à Oran

Le championnat d'Algérie hivernal en athlétisme (seniors et juniors) a débuté vendredi matin au stade annexe du complexe olympique "Miloud Hadeff" d'Oran avec une participation jugée "appréciable". Plus de 400 athlètes issus de 34 wilayas prennent part à cette épreuve annuelle qui se tient pour la première fois dans la capitale de l'ouest, dont la candidature présentée par la ligue de wilaya de la discipline a été admise par la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) au prix "des excellentes infrastructures sportives dont dispose la ville", a expliqué, à l'APS, Amine Djouher, directeur technique de la FAA. Ce dernier a, en outre, fait savoir que le rendez-vous est marqué par l'absence des athlètes de l'élite dont la majorité sont en stages bloqués à l'étranger pour préparer les prochaines échéances, en particulier les jeux olympiques qui auront lieu cet

été à Paris en France. Trois autres athlètes internationaux participent, à partir de ce vendredi, aux championnats du monde en salle à Glasgow (Ecosse), a-t-il encore informé, précisant au passage que les sportifs concernés par le championnat arabe de Cross, prévu dans quelques jours en Jordanie sont exemptés de cette compétition. "C'est une occasion pour les jeunes athlètes d'émerger, sachant que les épreuves de décathlon et d'heptathlon sont qualificatives au Championnat arabe d'athlétisme en mai prochain en Egypte", a encore dit le même technicien. Affichant sa satisfaction sur les conditions dans lesquelles se déroule ce championnat, qui s'étale sur deux jours, le directeur technique de la FAA, s'est dit optimiste quant à la réalisation de "belles performances" au cours de cette compétition "notamment de la part des athlètes de la catégorie

Espoirs". Au menu de la matinée de la première journée, une seule finale dans les 10.000 mètres marche dames. Le dernier mot est revenu à Souad Azzi, du MB Béjaïa avec un chrono de 46 :30' 27, suivi d'Ilhem Mansouri de l'US Biskra (51 :41' 37), alors que Melissa Touloum de l'AMC Béjaïa a complété le podium (52 :57'30). Huit autres finales auront lieu l'après-midi, selon le programme concocté par les organisateurs, qui ont prévu une minute de silence à la mémoire de l'ancien athlète international de cross et ex-entraîneur de la sélection régionale de la 2e Région militaire, Mohamed Sebouai, décédé la veille en France des suites d'une longue maladie. Le défunt, qui a rendu l'âme à l'âge de 78 ans, sera inhumé après la prière d'Al-Asr de ce vendredi à Oran, sa ville de résidence.

APS

MASCARA :

4,5 MILLIARDS DA RÉSERVÉS AU SECTEUR DU SPORT POUR L'EXERCICE 2023

Le ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrahmane Hammad a souligné, mardi soir à Mascara, que l'enveloppe financière du programme d'investissement, en cours, réservée au secteur de la Jeunesse et des Sports dont a bénéficié la wilaya, pour l'exercice 2023, est estimée à 4,5 milliards DA. Dans un point de presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, M. Hammad a indiqué que "le programme d'investissement dédié au secteur de la jeunesse et des sports, inscrit à l'intitulé de la wilaya de Mascara en 2023, porte sur neuf opérations en cours de réalisation pour un investissement de 4,5 milliards DA". Le ministre a souligné que son secteur a bénéficié, en 2023 dans la wilaya de Mascara, de l'inscription d'un nouveau programme d'investissement et de réévaluation d'autres opérations en cours de réalisation pour une enveloppe financière de 198,2 millions DA. Ce programme comporte le réaménagement et l'équipement de cinq auberges de jeunes dans les communes de Tighennif, Sidi Kada, Ghriss, Mascara et Sig, ainsi que l'étude de réaménagement du stade "l'Unité africaine" du chef-lieu de wilaya pour un montant global de 110 millions DA. M. Hammad a fait part, dans ce contexte, de la réévaluation de deux opérations en cours de réalisation pour une enveloppe financière de 88,2 millions DA, portant sur la réalisation et l'équipement du parcours d'athlétisme et l'aménagement externe du pôle sportif "Abdelkrim Kerroum" de Sig. Il a ajouté que "dans le cadre de l'élaboration de la loi de finances de l'exercice en cours, les services de la Direction générale du budget ont donné leur accord de principe pour l'inscription d'un nouveau programme d'investissement en faveur du secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mascara, pour une enveloppe financière de 74 millions DA". Ce programme comporte l'étude et le suivi de réalisation de deux complexes sportifs de proximité dans les communes d'Aïn Farah et Mactaâ Douz. M. Hammad a indiqué que sa rencontre avec les autorités locales, les représentants du mouvement sportif et juvénile de la wilaya de Mascara a constitué "une opportunité pour inciter la coopération conjointe, en vue de créer un environnement encourageant pour développer le sport et la prospérité des jeunes", appelant à "la participation de tous et du travail conjoint en vue de réaliser les aspirations conjointes". Il a ajouté que son ministère œuvre avec les instances locales de la wilaya et la société civile à "responsabiliser les jeunes dans la vie sportive et sociale, afin d'assurer la réalisation de nos objectifs communs et de fournir des installations permettant à nos enfants et à nos jeunes de pratiquer leurs activités, libérer leurs énergies innovantes et sportives, et découvrir de jeunes talents". Il a insisté, lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Mascara, sur "le respect des délais de réalisation, les critères requis et veiller à la bonne gouvernance de ces acquis, renforçant la jeunesse et promouvant la pratique sportive et l'activité des jeunes. Il s'agit aussi de la réhabilitation des structures sportives, en suivant ces projets de près". La visite du ministre de la Jeunesse et des Sports a porté également sur l'inspection du terrain d'athlétisme de Tighennif et deux projets de réalisation d'une salle omnisports dans le quartier de Sidi Moufak et d'une piste cyclable au chef-lieu de wilaya. Il s'est enquis également du stade de "l'Unité africaine" au chef-lieu de wilaya, ainsi que des infrastructures de la jeunesse et des sports mis à la disposition du pôle sportif "Chahid Djebbar Mohamed" à Mascara. M. Hammad a également inspecté les installations du pôle "Abdelkrim Kerroum" à Sig et a écouté un exposé sur l'état du terrain de football de ce même pôle, qui nécessite des travaux d'entretien.

APS

HAYDÉE SANTAMARÍA, UNE RÉVOLUTIONNAIRE SORTIE DE L'OUBLI PAR UNE ALGÉRIENNE

Une brève histoire de la Révolution... au féminin

Les Algériens aiment bien Cuba, comme ils ont aimé Castro et le Che. Alger avait été dans les années 1960 une destination privilégiée de ces deux hommes, qui y ont trouvé et laissé l'air de la liberté. Pour cette raison, ils aimeront, grâce à Amina Damerdj, une auteure algérienne vivant en France, Haydée Santamaría, une révolutionnaire cubaine sortie de l'oubli par «Laissez-moi vous rejoindre», le roman d'Amina Damerdj.

Mais qui était cette femme ? Commençons par...la fin. Le 29 juillet, l'AFP, Reuters et Le Monde donnent cette information, tout à fait anodine, mais qui a présenté le point de départ du roman d'Amina Damerdj.

«La Havane (A.F.P., Reuter). - Mme Haydée Santamaria, membre du Conseil d'État et du comité central du parti communiste cubain, s'est donné la mort le lundi 28 juillet, à La Havane, a annoncé un communiqué officiel publié mardi 29 juillet dans la capitale cubaine. Le communiqué ne donne pas de précisions sur ce suicide, mais de bonne source on indique que Mme Santamaria aurait agi» pour des raisons personnelles «(nos dernières éditions du 30 juillet)».

Voilà, en un seul paragraphe, la vie de cette femme hors du commun est close. Mais pas autant que cela. 41 ans plus tard, elle allait retrouver une seconde vie grâce à cette auteure algérienne, pleine de verve, d'audace (pour avoir choisi le roman engagé) et dont le style découvre la personnalité pleine de pétillance et de brillance.

HAYDÉE, UNE VIE

Haydée Santamaría naît le 30 décembre 1923 dans l'ancienne province de Las Villas, à Central Constancia, dans la municipalité d'Encrucijada. Elle réalise un cursus de six ans d'études primaires dans une école rurale dans la centrale sucrière Constancia. Elle vit avec l'homme politique Armando Hart, avec lequel elle a deux enfants, Abel Hart et Celia Hart (en), chercheur en physique formée en Allemagne de l'Est, écrivaine et proche du mouvement trotskyste, qui sont tous deux tués lors d'un accident de voiture survenu à La Havane le 7 septembre 2008.

PARCOURS MILITANT

Dès son adolescence, Haydée s'intéresse aux problèmes sociaux de son époque. Elle s'installe à La Havane, où elle commence à militer dans les Jeunesses du Parti orthodoxe, le parti d'Eduardo Chibas. Elle mène plusieurs actions contre la dictature de Fulgencio Batista. Durant ces années, l'appartement qu'elle partage avec son frère, Abel Santamaria, à La Havane, a été un des points de rencontres de la jeunesse radicale. Après le coup d'État de Batista, le 10 mars 1952, elle participe avec son frère Abel et d'autres révolutionnaires, à l'édition des journaux clandestins *Son los mismos* et *El Acusa-*

dor. Ensemble, ils mènent de nombreuses actions de propagande. Après sa rencontre avec Fidel Castro, son petit appartement de La Havane se transforme en un centre du mouvement révolutionnaire naissant, connu comme la «Génération du Centenaire de Martí». Elle est rentrée à Cuba en 1959, après le succès de la Révolution cubaine, et a fondé le Parti unique de la révolution socialiste de Cuba, devenu ultérieurement le Parti communiste de Cuba. Elle a travaillé pour le ministère de l'Éducation. Elle a aussi fondé et dirigé pendant plusieurs années la Casa de las Américas, en tant que responsable de l'action culturelle cubaine. Haydée Santamaría est surtout connue pour sa participation, le 26 juillet 1953, à l'attaque contre la caserne de Moncada, à Santiago de Cuba, le 26 juillet 1953, action pour laquelle elle a été incarcérée avec Melba Hernández, action dirigée par Fidel Castro et d'autres membres des «Jeunesses orthodoxes». Haydée avait la responsabilité de transporter les armes jusqu'à Santiago de Cuba en prévision de l'attaque, et en même temps, sa mission constituait à s'emparer de l'hôpital Saturnino Lora, pour y recueillir les blessés. Après l'échec de cette intervention, Haydée a été emprisonnée, tandis que son frère Abel et le compagnon d'Haydée, Boris Luis Santacoloma, sont morts sous la torture des militaires. Pour tenter de la faire parler, les militaires lui ont dit que son frère et son fiancé avaient été torturés et assassinés après le combat et, comme preuve de leurs dires, ils lui ont montré un œil supposé appartenir à Abel et les restes des parties génitales de son fiancé Santacoloma[réf. nécessaire]. En dépit de cette méthode effrayante, ils n'ont pas réussi à lui faire donner des informations. Au contraire, elle leur a répondu de manière ferme que «Mourir pour la patrie est vivre». Dans son livre-plaidoyer, «La historia me absolverá», Fidel Castro évoque ces circonstances et souligne, à propos d'Haydée, que «jamais une femme cubaine n'a manifesté autant d'héroïsme et de dignité».

PRISON

Haydée et sa compagne de lutte, Melba Hernández, ont été conduites de l'aéroport de Columbia jusqu'à la prison nationale pour femmes de Guanajay. Elles ont été incarcérées dans le Bloc A, où étaient regroupées les prisonnières



politiques les plus engagées. Le tribunal l'a condamnée pour ses actions politiques, à sept mois de prison. Elle partageait une cellule avec Melba Hernández, où elles ont emménagé quatre espaces : un pour la chambre, un autre pour la cuisine, un autre pour la salle à manger et un dernier pour la salle de bain. Pendant son emprisonnement, Haydée a été autorisée à recevoir à plusieurs occasions des visites. Les prisonnières pouvaient détenir autant de livres qu'elles désiraient. Haydée avait le droit de sortir de prison pendant qu'elle recevait des visites de sa famille. De manière générale, elle a été traitée humainement et avec respect pendant la durée de son emprisonnement. Haydée et Melba ont été libérées le 20 février 1954. Ses parents et son frère Aldo, Juan Manuel Martínez Tinguao, Luis Conte Agüero, les parents de Melba Hernández et les révolutionnaires de Guanajay, Ángel Eros, Pedro Esperón, l'attendaient à sa sortie de prison. Le premier acte qu'ont fait Haydée et Melba a été de fleurir la tombe du leader du Parti orthodoxe, Eduardo Chibas.

Pendant sa période de clandestinité, Haydée a joué un rôle décisif dans le regroupement des forces révolutionnaires pour la lutte armée. L'année suivante, elle a été l'une des orga-

nisatrices de l'insurrection du 30 novembre 1956 à Santiago de Cuba, dont l'objectif était de soutenir les guérilleros qui, à cette date, devaient envahir Cuba à bord du Granma.

GUERRE DE LIBÉRATION

Dans ses moments les plus difficiles de guérilla dirigée par Fidel Castro, au février 1957, Haydée est allée à la rencontre de Celia Sanchez en compagnie de Frank País, Faustino Pérez et plusieurs autres membres de la direction nationale du Mouvement 26 juillet pour coordonner le soutien depuis la plaine et guider Herbert Matthews, journaliste au New York Times, jusqu'à Fidel Castro. La publication de la rencontre du journaliste avec Castro a infirmé les allégations concernant la mort de Fidel Castro. À la fin du mois d'avril, Haydée est retournée dans la Sierra Maestra, en compagnie d'un autre journaliste nord-américain, Bob Taber, qui désirait rencontrer Fidel Castro. Haydée a également à diverses actions du Mouvement du 26-Juillet, dans les villes et dans la Sierra Maestra, où elle a créé en 1958 le «peloton María Grajales de l'Armée rebelle», composé exclusivement de femmes.

Elle a ensuite dû partir en exil, et fut durant cette période désignée par Castro comme déléguée du Mouvement du 26-

Juillet pour regrouper les forces à l'extérieur de l'île, et obtenir des armes.

LA RÉVOLUTION AU POUVOIR

Après la fuite de Batista et la Révolution cubaine, Haydée est rentrée à Cuba. Elle a travaillé pendant une courte période au ministère de l'Éducation. Castro lui a ensuite confié la mission de fonder une institution culturelle, la Casa de las Américas. En 1965, elle a participé à la fondation du Parti communiste cubain qui a fédéré divers mouvements révolutionnaires cubains et elle en a rejoint le comité central. En 1967, elle a fait partie de la présidence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS). Dans le cadre de la Casa de las Américas, elle recevait les intellectuels étrangers qui visitaient Cuba. Haydée a fondé et était la marraine du mouvement musical dit de «la nueva trova cubana», avec lequel elle a réussi à diffuser l'œuvre artistique de jeunes artistes comme Silvio Rodríguez et Noel Nicola, entre autres, qui ont apporté une nouvelle sonorité éloignée des formes traditionnelles cubaines.

LA MORT D'HAYDÉE SANTAMARÍA

Haydée Santamaría s'est suicidée à La Havane le 28 juillet 1980, peu après le jour anniversaire de l'attaque menée le 26 juillet 1953, contre la caserne de Moncada, où son frère et son fiancé avaient trouvé la mort, bien que le suicide soit considéré à l'époque par les communistes comme «incompatible avec les valeurs et les convictions révolutionnaires». Il n'y eut donc pas pour elle d'hommage solennel devant le mémorial José Martí, Plaza de la Revolución, et Fidel Castro ne lui rendit pas d'hommage funèbre. Cependant, le commandant Juan Almeida rappela dans un discours que les révolutionnaires étaient certes opposés au suicide, mais qu'il lui semblait toutefois impossible de condamner le choix de mort d'Haydée Santamaria : «Ceux d'entre nous qui la connaissent savent que les blessures de la Moncada ne se sont jamais vraiment cicatrisées, Haydée a progressivement succombé à une détérioration de son état de santé»⁶. Il rappelle aussi que quelques mois auparavant, Haydée Santamaria avait échappé de peu à la mort lors d'un accident de voiture, ce qui a «aggravé sa condition physique et psychologique».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA DE TIMIMOUN
 DIRECTION DE LA FORMATION ET L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS
 NIF 42202300004908900000
 CONCOURS NATIONAL RESTREINT D'ARCHITECTURE N° /2024
 La Direction DE LA FORMATION ET L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Lance Un Concours Nationale Restreint D'architecture

OPERATION : Etude pour la réalisation d'un Institut National Spécialité de formations professionnelle (INSFP)300 PF/120 sis à Timimoun

PROJET : Etude pour la réalisation d'un Institut National Spécialité de formations professionnelle (INSFP)300 PF/120 sis à Timimoun

Les Architectes ou groupement inscrits au tableau National de l'Ordre des Architectes agréés ou bureaux d'études publics, Justifiant les capacités nécessaires mentionnées dans le cahier des charges peuvent participer et retirer le cahier des charges auprès de la DIRECTION DE LA FORMATION ET L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS, sis à centre de formation et professionnelle N°01 Timimoun. Les candidats doit remettre en 1^{ère} phase uniquement les plis des dossiers de candidatures qui contiennent les pièces ci-dessous

Le dossier candidature sera présenté dans une enveloppe anonyme portant les mentions suivantes : A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres CONCOURS NATIONAL RESTREINT D'ARCHITECTURE N° /2024

Objet du concours : OPERATION : Etude pour la réalisation d'un Institut National Spécialité de formations professionnelle (INSFP)300 PF/120 sis à Timimoun

PROJET : Etude pour la réalisation d'un Institut National Spécialité de formations professionnelle (INSFP)300 PF/120 sis à Timimoun

Adressé à «La directrice De La formation et l'enseignement Professionnels De Timimoun» Sis à centre de formation et professionnelle N°01 Timimoun

1^{ère} phase Les candidats sont invités à remettre uniquement le dossier de candidature qui contiennent les documents suivants : A/ Dossier de candidatures contient :

- Une déclaration de candidature selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet
- Une déclaration de probité selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet
- Une copie du statut de la société et son modificatif.
- Mise à jour extrait de rôle portant la mention « non inscrit au fichier national des fraudeurs » (figuré au calendrier ne dépasser pas 01 mois et en cours de validité le jour de l'ouverture
- Attestations CNAS, CASNOS, en cours de validité
- NIF +NIS+RIB

- Chaque document permettant d'évaluer les capacités des candidats ou concurrents.
- 1- capacités professionnelles : pour les architectes agréés doivent présenter :
 - Attestation de mise à jour de l'année 2024.
 - Un exemplaire de protocole d'accord liant les membres du groupement sera jointe à la soumission en Cas de Groupement d'architecture (SCP) Et de l'extrait du registre de commerce électronique portant code architecture (607000)
- 2- Pour les bureaux d'étude public doivent présenter :
 - Attestation de mise à jour de l'année 2024
 - Statut en cas de société (SCP) du bureau d'études d'un décret de création
 - Extrait du registre de commerce électronique portant code architecture (607000)

- 3- capacités techniques :
 - 2-1 les références professionnelles :
 - Avoir assuré le maître d'œuvre (étude et suivi) de UN (01) projets en catégorie (C) ou plus dans le domaine du bâtiment ou deux (02) projets en catégorie (B) en domaine du bâtiment durant les dix (10) dernières années à partir de 2014.
 - Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution délivrées par Les maîtres d'ouvrages publics est signé par le maître d'ouvrage public et contient l'objet et le montant du marché, la catégorie spécifique du projet et la date de réception (la durée du certificat est à partir de la date de réception).
 - 2-2 Moyens Humains : avoir au moins des intervenants nécessaires pour la mission suivi
 - Chef projet Ingénieur Architecte ou maître en architecture ayant une expérience de 04 ans et plus dans le domaine de bâtiments approuvé par une affiliation en moins de 03 mois + attestation de studies + attestation de travail
 - Ingénieur Architecte ou maître en architecture ou Ingénieur génie civil ou maître en génie civil ayant une expérience de 04 ans et plus dans le domaine de bâtiment approuvé par une affiliation en moins de 03 mois + attestation de studies + attestation de travail

2^{ème} phase : Seuls les candidats présélectionnés, sont invités à remettre les plis des offres de prestations, technique et financières, accompagnées de l'ensemble des documents demandés.

B/ Offre technique contient :

- Une déclaration à soucrire selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Un mémoire technique justificatif indiquant la méthodologie utilisée pour mettre en œuvre la prestation et les moyens matériels et humains consacrés au projet, les biographies des participants et la répartition des équipes d'intervention et le schéma de signature pour la mise en œuvre des services.
- Les moyens humains mis en œuvre pour le projet sont assortis d'un engagement du bureau d'études et nommés selon la circulaire n°04 du 12 Janvier 2017 qui précise l'intervention pour la mission de suivi des conseils techniques en construction et la formation des le groupe selon la complexité du projet.
- Les moyens matériels nécessaires au projet.
- Un procès-verbal de visite de site signé par les deux parties (contractant et cocontractant).

- C/Offre des prestations contient :
 - Plis graphiques :
 - Plan de situation à l'échelle appropriée.
 - Plan d'aménagement des espaces extérieurs indiquant les différents accès, la voirie, les circulations, les stationnements à l'échelle appropriée (1/200, 1/300).
 - Plan indiquant le traitement paysager, mobilier urbain.
 - Plan masse à l'échelle appropriée (1/200, 1/300).
 - Les vues en plan ombreées et sommairement cotées des différents niveaux à l'échelle (1/100, 1/200).
 - Les coupes sommairement cotées et façades à l'échelle appropriée (1/100, 1/200).
 - Perspectives et croquis illustrant l'ambiance et l'image du projet.
 - Vue axonométrique de l'ensemble.
 - Schémas des réseaux sommaires.

Tout autre document Nécessaire à une meilleure appréciation de la conception et du fonctionnement du projet.

- Plis écrits :
 - En plus des plis graphiques cotés ci-dessus le candidat doit présenter les plis écrits en langue nationale ou en langue française suivantes :
 - Une note explicative de la partie architecturale, une explication argumentée des points de vue de son inscription dans le site, de sa valeur d'usage et de ses options techniques et esthétiques
 - Un tableau récapitulatif des surfaces du projet avec indication de l'affectation des locaux, de leur nombre, des surfaces utiles unitaires et des surfaces utiles totales.
 - Un rapport de présentation du projet ; justifiant la partie d'aménagement et architectural, la programmation, les surfaces, le coût des travaux.
 - Un tableau comparatif des surfaces faisant apparaître les surfaces utiles des entités fonctionnelles et les surfaces du programme
 - un plan exécutif pour les travaux de toutes les sections du projet.

Enveloppe de l'anonymat Elle contient l'identification du candidat (Le nom, la raison sociale, Numéro de portable, Numéro de téléphone fixe, le numéro de fax, Email ; s'il existe et l'adresse de la personne physique ou morale du candidat ainsi que le code du bureau d'études qui devra être constitué de Sis + 05 + chiffres)

- D- L'OFFRE FINANCIERE COMPREND :
 - La lettre de soumission, selon modèle joint au présent cahier des charges, remplie, datée et signée par le candidat;
 - Une proposition d'honoraires (en TTC) pour la prestation de maîtrise d'œuvre (partie fixe).
 - l'offre financière ne doit faire référence à aucun rabais.

*Le Première Phase : Le dépôt des offres candidatures est fixé le 19^{ème} jour à partir de la première publication du Concours National d'Etude Restreint dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Avant 10h30 au siège de la DFEF de la wilaya de Timimoun sis à centre de formation et professionnelle N°01 Timimoun L'ouverture des plis des dossiers se fera le jour même correspondant la date de dépôt des offres, en séance publique à 11h00 min au siège de la DFEF et en présence des soumissionnaires désirant s'y assister.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'à leur ouvrable suivant.

*La Deuxième Phase: Seuls les candidats présélectionnés, sont invités à remettre les plis des offres de prestations, technique et financières, accompagnées de l'ensemble des documents demandés dans un délai de trente (30) jours à compter du 1^{er} jour de publication de l'invitation avant 10h30

L'ouverture des plis des offres (uniquement techniques) se fera le jour même correspondant la date de dépôt des offres (prestation, technique et financière), (séance publique) à 11h00

La troisième phase : sera réservée à l'ouverture des offres prestations (seuls les soumissionnaires Pré qualifiés en 2^{ème} phase + techniques) qui se fera après résultat de l'évaluation techniques (séance non publique)

La quatrième phase : sera réservée à l'ouverture des offres financières en séance publique (qui se fera après résultat de l'évaluation des prestations), (en séance publique)

N.B : Les soumissionnaires doivent respecter le format de l'enveloppe exigé pour chaque phase pour Gardé l'anonymat Toute Offre parvenue en retard ou non conforme à la réglementation ne sera pas prise en considération. La durée de validité des offres fixée à 130 jours (90 jours + 10 jours + 30 jours).

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA DE M'SILA
 DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS.
 N.L.F N° 001328019020255

*AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE *

Conformément à l'article 161 du décret Présidentiel N°15/247 Correspondant au : 16-09-2015 Portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de M'Sila informe les soumissionnaires ayant participés l'avis d Appel d'Offre National ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du :

OPERATION : REALISATION D'UN ECOLE PRIMAIRETYPE(O) ALA COMMUNE DE M'SILA .

LOT 03 - BLOC LOGEMENT TYPE RS(1 RCD)

Parue dans les quotidiens nationaux en langue arab **البيجة نيوز** le 09/01/2024 et en langue française :

L'express le 09/01/ 2024

Et suite à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres (évaluation des offres) tenue le 30/01/2024 au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de M'Sila attribué provisoirement comme suit:

L'ENTREPRISE	MONTANT(DA) en T.T.C (Après vérification)	DELAIS Mois /jour	NOTE TECHNIQUE	Numéro D'identification fiscal	OBSERVATIONS
BOURAS AIDERREZZQ	7.531.924,32	45 MOIS	31,00 P	198528010000348	Moins disant qualifié

Un délai de 10 jours est accordé aux entreprises soumissionnaires pour introduire leurs recours auprès de la commission des marchés de la Wilaya de M'Sila et ce à compter de la première parution du présent avis sur les quotidiens .

les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres peuvent se rapprocher à nos services dans un délai de trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoir

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA DE BOUIRA
 ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE LAKHDARIA
 AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE N°03/2024

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, Portant réglementation des marchés publics, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert N°03/2024 relatif à l'approvisionnement de l'établissement en lots suivants :

- Lot N° 01 : Médicaments d'hémodialyse
- Lot N° 02 : Produits de laboratoire et Réactifs de sérologie - Lot N° 03 : Films et produits d'imagerie médicale
- Lot N° 04 : Pansements - Lot N° 05 : Gaz médicaux et autres
- Lot N° 06 : Accessoires médicaux et chirurgicaux d'hémodialyse
- Lot N° 07 : Consommable médicaux et chirurgicaux et Produits non tissés
- Lot N° 08 : Antiseptiques et Produits désinfectants
- Lot N° 09 : Disque d'antibiogramme

Paru dans les quotidiens nationaux " **أفريكا نيوز** " et " **L'express** " en date du 23/01/2024,

Qu'à l'issue de l'évaluation technique et financière des offres, elles ont été attribuées provisoirement comme suit :

Lots / Soumissionnaires	Montant de l'offre en TTC après la correction		New Tech	Note Fin	Note Totale	Critère de choix
	Montant minimum	Montant maximum				
Lot n° 01 : Médicaments d'hémodialyse:						
SARL IMC	9 252 357,50 DA	11 091 356,30 DA	65	30	95	Offre retenue pour avoir la meilleure note
Lot n° 02 : Produits de laboratoire et Réactifs de sérologie :						
SARL AMD	11 147 258,50 DA	14 890 476,20 DA	45	30	75	Offre retenue pour avoir la meilleure note
	11 111 258,50 DA	14 845 476,20 DA				
Lot n° 03 : Films et produits d'imagerie médicale:						
EURL PROMEDICAL	4 156 468,50 DA	4 972 903,75 DA	57	29,51	86,51	Offre retenue pour avoir la meilleure note
Lot n° 04 : Pansements:						
EURL CHELICOMP	9 384 221,00 DA	11 592 385,00 DA	55	30	85	Offre retenue pour avoir la meilleure note
Lot n° 05 : Gaz médicaux et autres:						
SARL RAYANOX	13 514 830,00 DA	13 982 500,00 DA	70	24,23	94,23	Offre retenue pour avoir la meilleure note
Lot n° 06: Accessoires médicaux et chirurgicaux d'hémodialyse						
SARL IMC	31 984 964,70 DA	35 027 123,72 DA	65	30	95	Offre retenue pour avoir la meilleure note
Lot n° 07: Consommable médicaux et chirurgicaux et Produits non tissés						
EURL AML	10 143 225,10 DA	12 562 267,50 DA	60	30	90	Offre retenue pour avoir la meilleure note
Lot n° 08: Antiseptiques et Produits désinfectants						
EURL RIADH PHARM	959 784,60 DA	1 130 551,70 DA	60	29,99	89,99	Offre retenue pour avoir la meilleure note
Lot n° 09 : Disque d'antibiogramme						
EURL IBN SINA DIAGNOSTIC	1 276 173,50 DA	1 481 772,60 DA	40	30	70	Offre retenue pour avoir la meilleure note

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés Publics, tout soumissionnaire qui conteste peut introduire un recours dans les dix (10) jours, à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché .

HAÏTI

3 600 prisonniers s'évadent lors d'un assaut de gangs contre une prison

Des milliers de détenus se sont évadés d'une prison en Haïti dans la journée du dimanche dernier suite à un assaut mené par des gangs armés contre l'établissement pénitencier. Des membres de gangs locaux ont fait irruption dans la prison de la Croix des Bouquets, dans la capitale Port-au-Prince, provoquant des affrontements avec les forces de l'ordre. Les accrochages se sont soldés par l'évasion de 3 600 détenus et la mort de 12 prisonniers. Le gouvernement haïtien a publié un communiqué dans lequel il a affirmé que des organisations criminelles avaient attaqué la prison à l'aube de dimanche dernier et que, face à la résistance de la police, des individus armés avaient fui les lieux. Il y aurait 17 citoyens colombiens détenus dans la prison et le gouvernement colombien est en contact avec les autorités haïtiennes à ce propos. Selon les médias locaux, outre la mort de quatre policiers, lors des attaques des trois derniers jours, des dizaines de personnes ont également été blessées. Des milliers de personnes manifestent depuis plusieurs semaines pour exiger la démission du Premier ministre, Ariel Henry, des protestations qui dégénèrent fréquemment en heurts contre la police haïtienne.

In Agence Anadolu

RECHERCHE

Faire bouillir l'eau la débarrasse des microplastiques

Des chercheurs de l'université Jinan, en Chine, viennent de montrer qu'en chauffant l'eau jusqu'à ébullition pendant cinq minutes, les microplastiques qu'elle contient disparaissent.

Les fragments de plastique disparaissent de l'eau du robinet quand celle-ci est chauffée jusqu'à ébullition pendant cinq minutes. C'est ce que confirme une nouvelle étude.

"Faire bouillir de l'eau du robinet avant de l'utiliser peut enlever au moins 80 % des minuscules particules de plastique qu'elle contient", révèle *New Scientist* dès la première phrase de son article consacré à cette découverte pour le moins étonnante d'Eddy Zeng et de ses collègues de l'université Jinan, à Canton, en Chine. Leurs expériences et leurs résultats sont détaillés dans la revue *Environmental Science & Technology Letters*.

Emblématique de l'Anthropocène, la pollution plastique est partout : on retrouve de petites particules, qui peuvent atteindre la taille nanométrique, dans les glaces de l'Antarctique, aux sommets des plus hautes montagnes, dans le placenta des femmes enceintes, dans les profondeurs marines. Et, bien sûr,



dans l'eau que l'on boit.

Les chercheurs chinois ont mesuré la concentration en minuscules particules de plastique de plusieurs échan-

tillons d'eau. La moyenne était de 1 milligramme par litre d'eau. Cette concentration, remesurée après que l'eau a bouilli pendant cinq

minutes puis refroidi, avait diminuée de 80 %. "Nous estimons que l'exposition aux microplastiques et nanoplastiques liée à la consommation d'eau du robinet est alors de deux à cinq fois moindre qu'avec l'eau du robinet habituelle", a expliqué Eddy Zeng au journal anglais. Et de commenter : "C'est une stratégie simple mais efficace pour 'décontaminer' l'eau et atténuer les effets potentiellement dangereux des particules de plastique." Les effets de ces particules sur la santé sont toujours indéterminés, mais leur petite taille leur permet potentiellement de se loger dans les organes et de s'y accumuler.

In *Courrier international*

In *Le Monde*

G20 : le Brésil plaide pour une taxe mondiale sur les «super riches»

Les désaccords géopolitiques ont empêché les grandes nations de publier un communiqué commun, jeudi 29 février. Le Brésil, qui préside en 2024 le « club des vingt », propose un agenda en faveur d'une « nouvelle mondialisation » plus redistributive.

Les divisions entre puissances ont empêché toute avancée sur les sujets tels que la lutte contre les inégalités ou la réforme de la fiscalité internationale, lors de la réunion des ministres des finances du G20, organisée au Brésil, les mercredi 28 et jeudi 29 février. «

Comme cela arrive assez fréquemment, un communiqué [conjoint] n'est pas possible » en raison des désaccords liés aux « conflits géopolitiques », a expliqué, jeudi soir, le ministre des finances brésilien, Fernando Haddad, sans donner plus de détails. Les désaccords en question portaient essentiellement sur la mention des conflits en cours, à Gaza et en Ukraine, et l'emploi des termes utilisés pour désigner des pays comme la Russie. Faute de communiqué conjoint, le Brésil a affiché les priorités de sa présidence

du G20 en 2024, à savoir la réduction des inégalités, l'allègement du fardeau de la dette – qui asphyxie un nombre croissant de pays en développement – et la réforme de la taxation internationale. Le pays a surtout plaidé en faveur d'une « nouvelle mondialisation ». « Nous devons prendre en compte le changement climatique et la pauvreté comme des défis réellement mondiaux, auxquels il faut faire face par le biais d'une nouvelle mondialisation », a déclaré M. Haddad.

In *Le Monde*

BANQUES CENTRALES

L'économie mondiale repose sur «un pari à 30 000 milliards de dollars»

Le Brexit, la toute-puissance de la Big Tech, les cryptomonnaies, les fake news et même la hausse des prix du café : tout s'explique par le « quantitative easing », affirme *The New Statesman*. L'hebdomadaire britannique choisit de faire sa une sur les risques et les limites de cette politique monétaire.

C'est « en toute discrétion » que l'assouplissement quantitatif, ou quantitative easing (QE), est « devenu l'idée maîtresse de notre époque », raconte *The New Statesman*. Cette politique monétaire fait la une de son édition du 1er mars. Avec un titre qu'on peut difficilement traduire en français : « The QE theory of everything » est une double allusion à la théorie du tout, qui, en physique, permettrait de décrire l'ensemble des interactions fondamentales, et à la théorie générale de l'emploi et de la monnaie, proposée en 1936 par John Maynard Keynes, une pièce essentielle de la pensée économique.

Pour expliquer en quoi ce « pari à 30 000 milliards de dollars a changé le monde », Will Dunn revient dans un long article de

l'hebdomadaire britannique sur les origines du QE, qui consiste pour les banques centrales à acheter des actifs, notamment des titres de la dette publique, pour doper l'inflation et relancer l'économie en y injectant de l'argent. Il explique : « Au cours des quinze dernières années, chaque évolution majeure de notre économie et de la superstructure culturelle qui en dépend – la croissance explosive des réseaux sociaux et de la Big Tech, le boom de l'immobilier, l'économie à la tâche, Elon Musk, les cryptomonnaies, les fake news, le café hors de prix, le Brexit, le capitalisme woke, Donald Trump et, oui, peut-être même le prince Harry et Meghan Markle – peut être reliée aux énormes sommes d'argent frais qui ont perturbé toutes les grandes économies. »

Le premier à avoir évoqué le QE est Richard Werner, en 1995. Ce jeune économiste allemand qui travaillait pour un fonds d'investissement à Hong Kong avait proposé comme « remède » à la récession au Japon « un nouveau type de création de prêts par la Banque centra-

le », l'assouplissement monétaire quantitatif. Les décennies qui ont suivi ont donné lieu à de multiples applications du QE, explique le journaliste économique britannique.

« Au Japon en 2001, puis aux États-Unis et en Europe en 2008, et à encore plus grande échelle depuis 2020. » Aujourd'hui, le montant total des crédits créés par les banques centrales par le biais de l'assouplissement quantitatif « s'élève à 30 000 milliards de dollars ».

Le problème, c'est que cette solution pour redémarrer l'économie est devenue le « combustible invisible qui fait grimper la température ». Et qu'il n'est pas certain qu'on puisse « arrêter ce grand moteur d'inégalité et de stagnation ».

Le journal de la gauche indépendante britannique reproche à cet outil son inefficacité dans la redistribution. L'économiste Mohamed El-Erian, président du Queens' College à Cambridge, qui a travaillé aux côtés du président Obama de 2012 à 2017, explique que cet instrument « a été très efficace pour stimuler le prix des actifs, mais pas pour stimuler

l'activité économique ». Au contraire, s'est développée l'économie des petits boulots, les Uber et Deliveroo, qui ont favorisé un marché de l'emploi à temps partiel. « Partout en Europe, en Amérique et au Royaume-Uni, des pans entiers de la société n'ont pas profité du boom de la richesse et ont été laissés pour compte. » Tout s'est accéléré à partir de 2020, quand les banques centrales ont voulu rassurer les marchés affolés par le Covid-19 en « achetant massivement des obligations d'État ». Avec l'inflation galopante post-Covid, les banques centrales ont entamé « l'ère du resserrement quantitatif ». Mais elles pourraient se lancer dans une « dangereuse compétition où elles durciraient trop leur politique monétaire pour protéger leur monnaie ». Si les grands argentiers vendaient toutes leurs obligations d'État simultanément, ils pourraient déclencher une crise de la dette souveraine. Conclusion : « La superbulle créée par une décennie et demie d'argent bon marché doit être dégonflée avec la plus grande prudence. »

In *Courrier International*

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4	■					■		
5				■				
6			■					
7								■
8				■				
9	■						■	
10					■			
11						■		
12				■				

- VERTICALEMENT**
- A. Système de navigation par satellite. Petite charrette.
 - B. Décalée dans le temps. Mot de propriétaire.
 - C. Artiste qu'on adore. Pays d'Amérique.
 - D. Tube de laboratoire. Animal gavé.
 - E. Sa barbe se mange. Pour ce qui est contre. Notre-Dame.
 - F. Saison des colos. Aorte.
 - G. Elles sont instruites. Pas pollué.
 - H. Distinguée et ordonnée. Enveloppes de coussin.

- HORIZONTALEMENT**
- 1. Fiévreuses et courbaturées.
 - 2. Médecin spécialiste de l'enfance.
 - 3. Arrière central au foot.
 - 4. Caprice du ciel. Lady disparue.
 - 5. Il domine le val. Il ne s'entend pas sans mal.
 - 6. Précède libitum ou patres. Gâteau rond et plat.
 - 7. Qui vient de sortir.
 - 8. Brama. Mesure de capacités.
 - 9. Couleur de chocolat.
 - 10. Y allai franco. Il dépasse d'une tête.
 - 11. Manteau chaud. Lettres pour l'Europe.
 - 12. Grande école. Te reposes.

LES MOTS FLÉCHÉS

JOURS ROMAINS	COLORÉE	CLUB DE GOLFEUR	COMME UN PNEU EN MALVAIS ETAT	CÔTÉS BAS DES RIVIÈRES	ADOUCCIT LA COULEUR
SOTTE	INJECTIONS	DÉFORME	IL A UNE VRAIE TÊTE DE CLOU	BATZ OU BRÉHAT	EMBOBINER
ENVOÛTANT			IMPÔT		
DÉCOR DE PATERRE			MINCE ET ELANCE		
PRENDRA LE CHEMIN	ÉCRIT UN TEXTE			IL DOIT SE BAISSER PAR DISCRETION	
	S'OPÈRE AU TOUR-NEVIS				
ABRÉVIATION SUR PLJ					FILET DE CAMPAGNE
FATIGUE					INDIEN DE L'UTAH
DERNIÈRE DE LA GAMME					
DEVISE JAPONAISE					
	ENTRE VICOMTE ET CHEVALIER	AGRÉABLE ET CHARMANT	BELLE-HELENE, PARFOIS	PARCOURU DANS LA REVUE	CARCASSONNE EST SON CHEF-LIEU
REMISS À UNE AUTRE PLACE		AMAS DE GLACE	COURS À SEC	ANCIENNE NOTE	
BON VIN			GRAND FRÈRE		
	RECOMMENCER À VIVRE				
HARMONISER L'ENSEMBLE					
VIEUX					
	TYPE D'ÉTOILE, TOUTE PETITE				
LE PREMIER À ÊTRE ÉCLAIRÉ		ELLES FORMENT LE TROUSSEAU			




SIDOKU

5	9						8	3
			3	6	1			
1		4	9		8	6		7
	4	7	2	1	3	9	6	
		1		7		2		
9				4				8
	7						9	
4		9				8		1
3		8	7	9	6	5		2

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

AGUICHANT BOURG CAVALIER CHALE CLASSEUR DERBY DIACRE ETRE FLORILEGE
 FUSAIN GLOUGLOU GRANULE GRIMPE HARPISTE ILET MEGA MESSIRE NAOS
 PALEFROI PLAISIR PLURIEL RASOIR SAXOPHONE SUCRIER VAMP YOURTE

R	A	E	B	E	E	P	M	I	R	G	S
U	I	G	O	H	L	R	M	E	G	A	C
E	O	E	U	U	A	U	I	A	X	A	R
S	R	L	R	I	H	R	N	O	V	I	Y
S	F	I	G	C	C	I	P	A	S	B	O
A	E	R	S	U	A	H	L	I	R	A	U
L	L	O	S	S	O	I	A	E	S	G	R
C	A	L	U	N	E	L	D	N	T	T	T
N	P	F	E	R	P	M	G	E	T	R	E

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 05:51	DOHR 13:01	ASR 16:11	MAGHREB 18:38	ISHA 20:01
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

VOICI LE TAUX NATIONAL DE REMPLISSAGE DES BARRAGES



Dans une déclaration faite hier à nos confrères de la radio de Sétif, le directeur du contrôle, d'entretien et d'exploitation de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), M. Ali Boutata, a dévoilé le taux national de remplissage des barrages qui a atteint 40.85% après les dernières précipitations qui ont touché la majorité des wilayas du pays la semaine dernière. D'après le même responsable, les barrages situés dans les wilayas de l'est du pays ont eu la part du lion des dernières précipitations puisque le taux de remplissage de ces barrages a atteint 66.04% : «Huit barrages parmi ceux implantés à l'est du pays sont remplis à 100%, notamment les barrages de Ben Haroun et Tablout. Le taux de remplissage des barrages du centre du pays est de l'ordre de 27% alors que ceux de l'Ouest sont à 19%» a-t-il assuré.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 5 MARS 2024 // N°763 // PRIX 20 DA

NOUREDDINE LEGHELIEL, ANALYSTE BOURSIER, EXPERT EN ÉNERGIE :

«Une hausse de 7% des prix du gaz en réaction au sommet d'Alger»

Cette augmentation des prix du gaz intervient deux jours après que le Sommet d'Alger des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays producteurs et exportateurs de gaz (GECF) ait connu un franc succès au regard de la participation de dix chefs d'Etat et de la Déclaration d'Alger qui constitue un signal fort quant au renforcement du poids de cette organisation.



Le marché américain du gaz a enregistré hier une hausse de 7%, en réaction au succès du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du GECF qui s'est tenu à Alger du 29 au 2 mars dernier, a indiqué Nouredine Legheliel, analyste boursier, spécialiste en énergie, contacté par «l'Express». Le million de BTU s'échangeait hier à près de 2 dollars, précisément à 1,96 dollar américain le million de BTU, a-t-il ajouté, contre 1,51 dollar le million de BTU le 23 février dernier. Il a ajouté que le succès du sommet du GECF est l'une des raisons de cette hausse. «Les 7 % (à l'heure où nous écrivons), c'est l'aug-

mentation des prix du gaz enregistrée hier sur le marché américain. L'augmentation des cours du gaz est de 26% par rapport aux prix du gaz sur le marché américain le 23 février. Le marché européen connaît également une hausse des prix du gaz. La hausse était hier (à l'heure où nous écrivons) de 5,75%. Le MW/h s'échangeait hier à 27,35 euros le mégawatt/heure sur le marché européen. Le 23 février, les prix du gaz sur le marché européen se situaient à 21,50 euros le MW/heure, soit une hausse de 25%. Il convient de rappeler que le 23 février dernier, la tendance des prix du gaz était à la baisse. En

somme, ces hausses sur le marché américain et européen sont dues en partie aux résultats du sommet d'Alger, indique Nouredine Legheliel. A noter que le sommet d'Alger a connu un franc succès reflété par la large participation des chefs d'Etat des pays membres, l'adoption de la Déclaration d'Alger à l'unanimité qui consigne un consensus sur la nécessité de défendre la souveraineté des Etats membres sur leurs ressources gazières et sur le renforcement de la coopération entre les pays membres de cette organisation, ainsi que la poursuite du dialogue avec les pays consommateurs. Ce succès se reflète également par l'adhé-

sion de trois pays à ce forum des pays producteurs et exportateurs de gaz : Sénégal, Mozambique, Mauritanie. Ce qui correspond à un renforcement de l'organisation et donc de son poids sur l'échiquier gazier international. Ces trois pays sont considérés comme de futurs jeunes acteurs du marché gazier international. A titre d'illustration, le gisement de Grande Tortue partagé par le Sénégal et la Mauritanie permettrait l'exportation de 2,5 millions de tonnes/an de GNL, selon la société sénégalaise Petrosen. Le Mozambique, lui, a découvert des réserves de gaz estimées à 5 000 milliards de mètres cubes, selon des experts. A cet égard, Mohamed Hamel, le Secrétaire Général du GECF, a souligné, à l'issue du sommet, que le gaz naturel aura un rôle plus important sur les marchés internationaux du gaz dans le futur. Ce qui explique que plusieurs pays sont aux portes de cette organisation. Le SG du GECF a indiqué que le forum est en discussions avec plusieurs pays en vue de leur adhésion au forum.

Khaled Remouche

VLADIMIR PETKOVIC : «LE PREMIER OBJECTIF EST DE SE QUALIFIER À LA CAN PUIS D'ALLER PLUS LOIN»



Le nouveau sélectionneur national, le Bosnien Vladimir Petkovic, a animé hier une conférence de presse tenue à la salle des conférences du stade Nelson-Mandela de Baraki, à Alger, sur les objectifs qui lui ont été assignés par la FAF. Le nouveau sélectionneur national a ainsi indiqué que son premier objectif est de «se qualifier à la prochaine CAN (2025) puis d'aller plus loin : arracher un billet qualificatif pour la Coupe du monde 2026. Le plus important pour lui, est de pouvoir «s'améliorer de jour en jour». «Quand on signe ce genre de contrat, il est important de fixer auparavant des objectifs à atteindre pour les deux parties. Le premier objectif est de s'améliorer de jour en jour et de procéder pas à pas. Le prochain match est toujours plus important que le précédent», a-t-il déclaré à ce propos. Pour le futur immédiat, l'équipe nationale de football devrait disputer un tournoi amical durant le prochain mois (du 21 au 26 mars), en Algérie, avec la participation de l'Afrique du Sud, la Bolivie et Andorre. Vladimir Petkovic a révélé qu'une liste élargie de 45 joueurs a été élaborée. «La base, c'est de repartir avec les joueurs qui étaient déjà là», a-t-il précisé, en ajoutant qu'«il y aura des joueurs qui seront dans l'équipe pour la première fois» et que «la liste reste ouverte encore». «Pour le moment, aucun joueur n'est exclu du projet. Il faudra décider ensuite en fonction de la forme de chacun», a-t-il affirmé. Petkovic a également estimé qu'il y a «un problème de pression plutôt que de jeu». «Ma tâche sera d'augmenter ou de diminuer la pression sur les joueurs en fonction des moments», a-t-il déclaré. En dernier lieu, pour ce qui est de la composition de son staff, le Bosnien n'a avancé aucun nom, signalant seulement que celui-ci sera connu la semaine prochaine. D'après lui, deux noms figurent déjà sur ses tablettes. Néanmoins, tant que les tractations ne sont pas conclues, il ne pourrait divulguer leurs noms. Pour ce qui est de l'entraîneur local qui le secondera, le sélectionneur devra le rencontrer aujourd'hui même. R.S.

Pétrole : l'Arabie Saoudite, la Russie et l'Irak reconduisent leur réduction de production

L'Arabie saoudite, la Russie et l'Irak viennent d'annoncer qu'ils prolongeraient la réduction volontaire de leur production de pétrole jusqu'à fin juin, pour soutenir la stabilité des marchés du brut. Ryadh « prolongera sa réduction volontaire d'un million de barils par jour, mise en œuvre en juillet 2023, jusqu'à la fin du deuxième trimestre de 2024 », a rapporté l'agence de presse officielle saoudienne (SPA), citant une source du ministère de l'Énergie. L'annonce signifie que la production de l'Arabie saoudite restera à environ neuf millions de barils/jour, bien en deçà de sa capacité de 12 millions de barils/jour. La Russie a également annoncé une coupe volontaire supplémentaire de sa production de pétrole de 350 000 barils

par jour en avril, 400 000 en mai et 471 000 en juin, a indiqué le vice-Premier ministre russe en charge de l'Énergie, Alexandre Novak, cité dans un communiqué. Le vice-Premier ministre russe a précisé que cette nouvelle réduction volontaire de la production s'ajoute à celle de 500 000 barils par jour déjà annoncée par la Russie en avril 2023 et qui court jusqu'à fin 2024. L'Irak a aussi annoncé qu'il prolongerait sa coupe volontaire de 220 000 barils par jour de sa production pétrolière jusqu'en juin 2024 pour renforcer la stratégie actuelle de l'alliance OPEP+ « destinée à soutenir la stabilité des marchés du brut ». Dans un communiqué du ministère du Pétrole, il a été précisé que « la production de l'Irak s'élèvera à 4

millions de barils par jour jusqu'à la fin juin 2024 ». Pour rappel, l'Algérie a également annoncé dimanche la reconduction de sa réduction volontaire de production pétrolière, de 51 000 barils/jour, durant le deuxième trimestre de l'année en cours, selon un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines. Ainsi, « la production algérienne sera de 908 000 barils par jour jusqu'à fin juin 2024 ».

Une réduction annoncée au mois de novembre dernier et qui a commencé le 1^{er} janvier de l'année en cours, qui s'est ajoutée « à celle décidée en avril 2023, qui est de 48 000 barils par jour, et qui est valide jusqu'à fin décembre 2024 », a encore appelé la même source.

Avec APS

